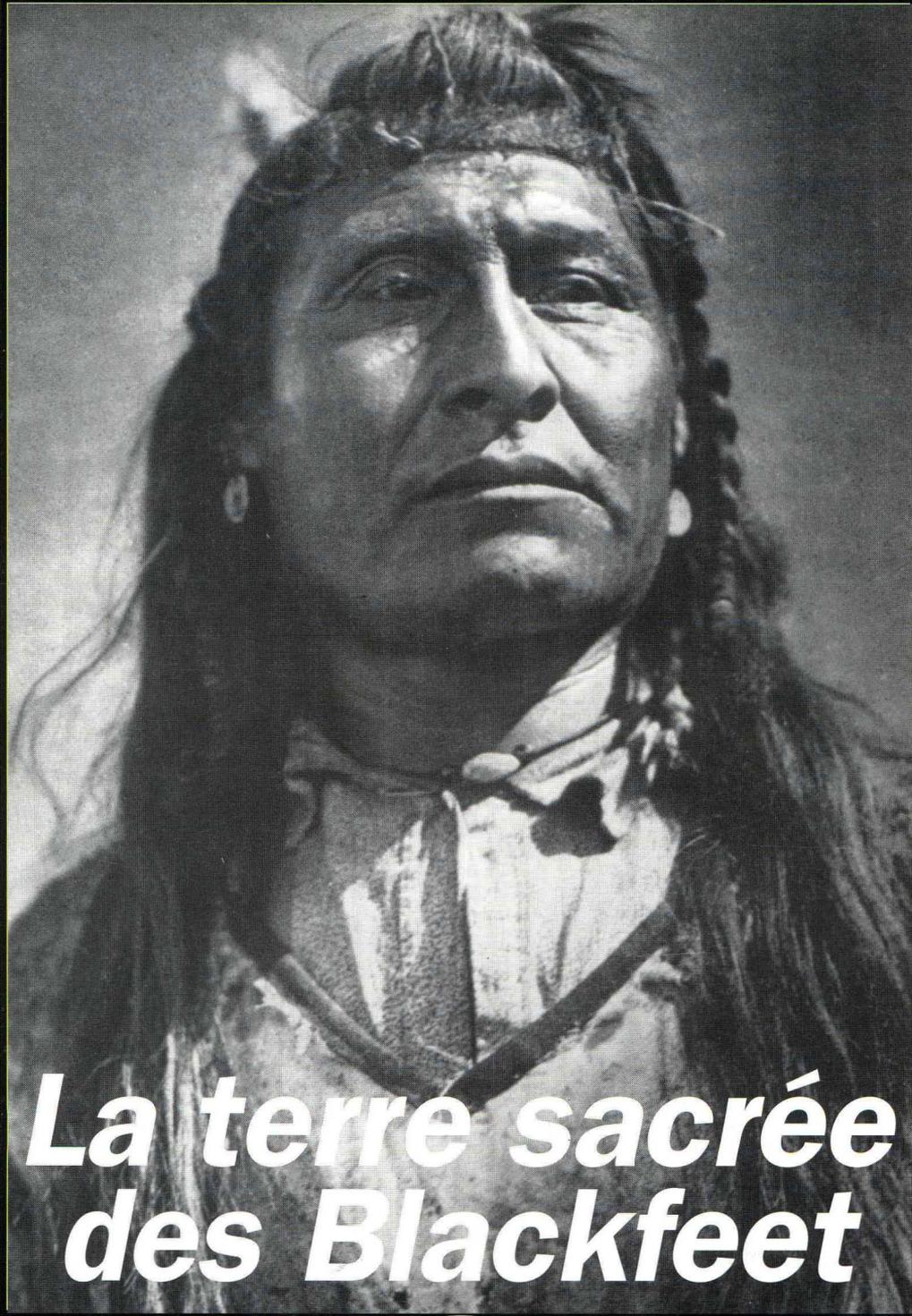


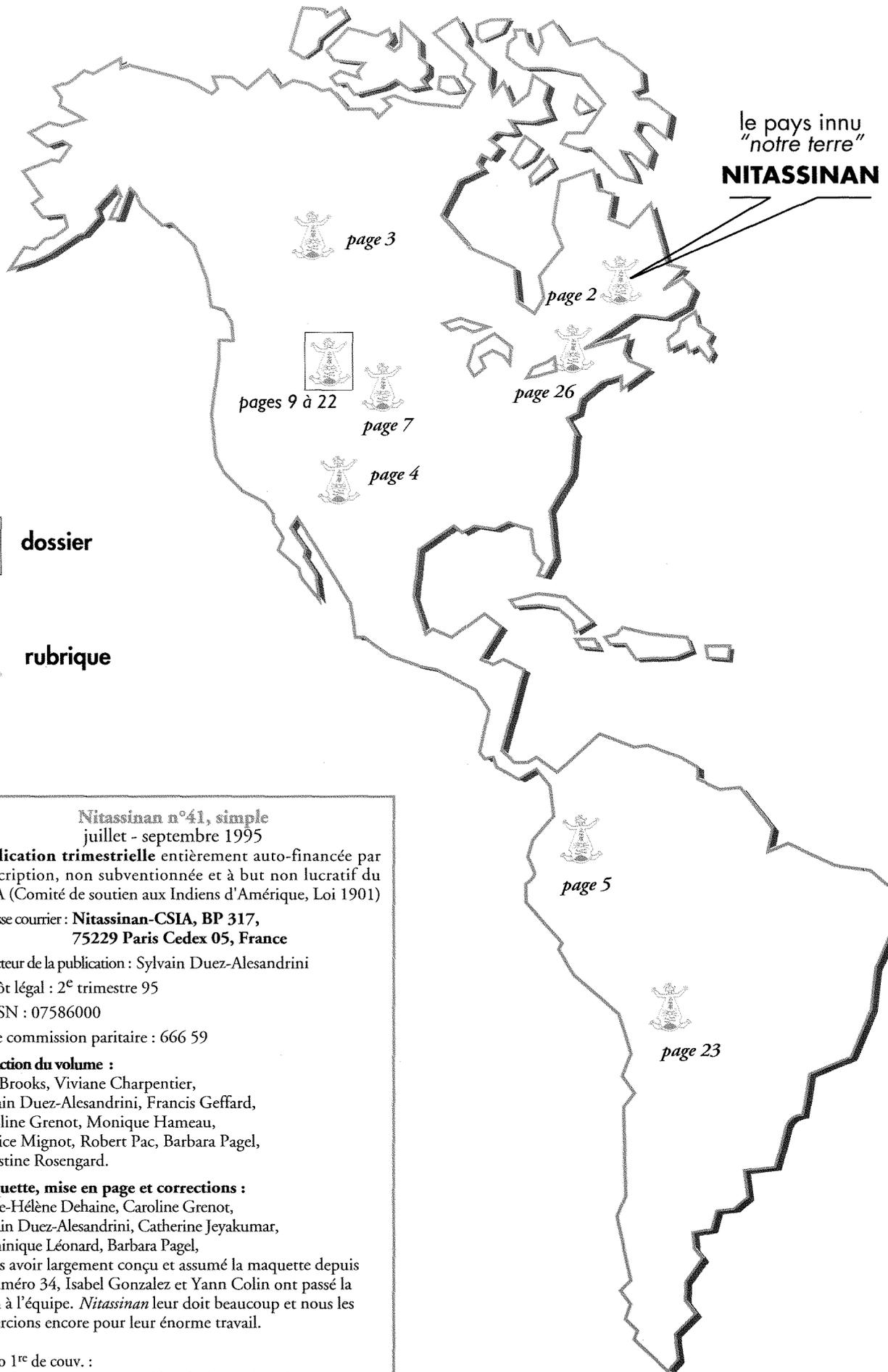
NITASSINAN

notre terre



***La terre sacrée
des Blackfeet***

N° 41



Nitassinan n°41, simple
juillet - septembre 1995

Publication trimestrielle entièrement auto-financée par
souscription, non subventionnée et à but non lucratif du
CSIA (Comité de soutien aux Indiens d'Amérique, Loi 1901)

Adresse courrier : **Nitassinan-CSIA, BP 317,**
75229 Paris Cedex 05, France

Directeur de la publication : Sylvain Duez-Alesandrini

Dépôt légal : 2^e trimestre 95

n°ISSN : 07586000

n° de commission paritaire : 666 59

Rédaction du volume :

Dee Brooks, Viviane Charpentier,
Sylvain Duez-Alesandrini, Francis Geffard,
Caroline Grenot, Monique Hameau,
Fabrice Mignot, Robert Pac, Barbara Pagel,
Christine Rosengard.

Maquette, mise en page et corrections :

Marie-Hélène Dehaine, Caroline Grenot,
Sylvain Duez-Alesandrini, Catherine Jeyakumar,
Dominique Léonard, Barbara Pagel,
Après avoir largement conçu et assumé la maquette depuis
le numéro 34, Isabel Gonzalez et Yann Colin ont passé la
main à l'équipe. *Nitassinan* leur doit beaucoup et nous les
remercions encore pour leur énorme travail.

Photo 1^{re} de couv. :

New Chest, guerrier piegan (blackfeet) © Edward S. Curtis

Photo 4^e de couv. :

Pow-wow à Heart Butte (réserve blackfeet) 1992

© Sylvain Duez-Alesandrini

SOMMAIRE

Droit à la terre

Labrador / Pas de bombes françaises sur le Nitassinan	2
Lubicon - Daïshowa / Succès évident du boycott	3
Mont-Graham / Arrêt des constructions	4

Droits de l'Homme

Pérou-Equateur / Les indigènes victimes du conflit	5
Etats-Unis / Le nouvel outil de l'ethnocide	6
lakota / Une femme au cœur brave (2 ^e partie)	7

Dossier

La terre blackfeet entre légende et histoire	9
La création du monde	10
Un peuple des Plaines du Nord	11
Préserver notre héritage	13
Après le bison... le loup, l'élan et le grizzly	14
Des forages pétroliers à Badger-Two Medicine ?	16
Badger-Two Medicine, une terre sacrée	18
Protection légale	19
Rencontres...	20
"Comme des ombres sur la terre"...	21

Société

Bolivie / Les Aymaras en quête de reconnaissance	23
Haudenosaunee / La démocratie mohawk	26

Art et culture

rencontre / Au carrefour des musiques	29
---------------------------------------	----

Des quatre directions

26 juin / Peltier, 20 ans après	31
insulte / Les peuples indigènes trahis par l'ONU	32

Bulletin d'abonnement

BULLETIN D'ADHÉSION

J'adhère pour un an au CSIA

- à partir de 240 F (membre bienfaiteur) 120 F (adhésion simple) 80 F (bénéficiaires du RMI et du minimum vieillesse, chômeurs, étudiants, détenus.)

Nom

Prénom

Adresse

Tél/Fax

J'adresse un chèque de F à l'ordre de Nitassinan CSIA, adressé à Nitassinan-CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05 France

ÉDITORIAL

Participant en 1992 à la Sacred Run, course relais de réserve en réserve, organisée par le co-fondateur de l'American Indian Movement (AIM), Dennis Banks, j'ai eu le privilège de traverser le magnifique territoire de la nation blackfeet. Celui-ci est aujourd'hui séparé en deux par la frontière américano-canadienne. Pour l'anecdote, le véhicule dans lequel je me trouvais, une vieille fourgonnette d'occasion bleue, ornée d'une fresque multicolore réalisée par un artiste lakota, Paul Owns The Sabre, a été stoppé par les douaniers américains à cette frontière perdue au milieu des grands espaces, frontière si dérisoire qu'elle en paraît fictive. Officiellement, nous avons été arrêtés à cause de deux immenses paires de bois de caribous ("moose", un présent des Athabascan d'Alaska) qui trônaient fièrement sur le toit du véhicule, que nous avions poétiquement dénommé le Moose Van. Après quelques palabres avec les douaniers nous avons pu quitter ce poste qui, curieusement, portait le nom de Piegan, dénomination de l'une des tribus blackfeet.

Quelques heures plus tard, je me suis retrouvé à Heart Butte, au cœur de la réserve où plus de 2000 Amérindiens étaient rassemblés pour leur pow-wow annuel, réunis afin de célébrer leur héritage, leur culture, leurs danses et chants traditionnels, ainsi que leurs joies et peines. J'étais comme perdu dans un nouveau monde, au milieu d'un tourbillon de couleurs, sur une réserve qui me paraissait pauvre et délabrée, loin de tout, mais très proche de cet époustouflant ciel du Montana. C'est là que j'ai pu conceptualiser une des réalités de l'Amérique indienne, loin du mythe et des stéréotypes, mais confronté à la force et aux contradictions d'un monde qui désire plus que tout continuer à exister, dans son essence même, malgré l'adversité et les changements apportés par la société moderne qui l'entoure.

Plus encore que de la beauté des chants et des danses, je me souviens d'une discussion que j'ai eue une nuit, assis dans l'herbe, avec un Blackfeet, un de ces derniers descendants directs des guerriers des plaines du XIX^e siècle. Cet homme émouvant, au visage ravagé et aux dents gâtées, qui devait mesurer deux mètres de haut et peser environ 130 kilos, m'a exprimé, malgré son état d'ébriété avancé, sa fierté d'être blackfeet. Il m'a dit qu'il ferait tout ce qui était possible pour défendre son peuple, sa terre et ses droits. Il m'a fait comprendre que la situation actuelle ne pouvait plus durer, que quelque chose devait changer et il m'a dit qu'il était prêt à marcher jusqu'à Washington D.C., pour expliquer cela au président des Etats-Unis... Derrière ses yeux noirs embués par l'alcool, le regard de braise du guerrier brillait toujours...

Aujourd'hui, le temps est peut-être venu pour cet homme de commencer son périple et de rejoindre Floyd Heavy Runner dans son combat car, comme vous pourrez le découvrir dans les pages du dossier, le territoire blackfeet est gravement menacé par des compagnies pétrolières avides d'exploitation, de spéculation et de destruction. Et tout ceci se déroule en toute impunité sous le grand ciel du Montana, "the Big Sky State".

Sylvain Duez-Alesandrini

Labrador

Pas de bombes françaises sur le Nitassinan

Le Nitassinan est le pays des Innuat. A l'est de ce territoire, le gouvernement canadien a mis une base militaire à la disposition de l'OTAN : Goose Bay, où des vols à basse altitude sont régulièrement effectués par les forces armées. L'organisation Innu Nation et les Innuat du Labrador s'opposent activement à ces exercices en occupant des pistes aériennes pour empêcher l'envol des avions de combat supersoniques. Des dizaines d'Innuat ont été arrêtés, jugés et incarcérés à Terre-Neuve pour ces actions de protestation.

Les vols à basse altitude menacent l'existence du peuple innu. En effet, les Innuat mènent depuis des siècles une vie semi-nomade : l'hiver, ils prennent leurs tentes et vont chasser à l'intérieur des terres ; l'été, ils se rendent au bord de l'océan, dans les villages, pour échapper aux piqures de mouches.

En volant à basse altitude, les avions provoquent un bruit infernal qui effraie les troupeaux de caribous et les bancs de poissons qui fuient les territoires traditionnels de pêche et de chasse, ce qui provoque des disettes puisqu'il est impossible de pratiquer l'agriculture sur ces sols gelés.

Les Innuat se trouvent alors en situation de dépendance alimentaire. La perturbation du mode traditionnel de subsistance a entraîné des effets psychologiques dramatiques se traduisant par l'alcoolisme, les violences conjugales et même par des suicides d'enfants. Qui plus est, des bombes sont larguées dans les forêts, de vastes territoires sont interdits à la circulation pédestre et les chasseurs innu sont arrêtés pour défaut de permis de chasse !

L'OTAN justifiait ces exercices en invoquant sa tactique de défense contre une éventuelle attaque soviétique en Europe de l'Ouest. En cas d'invasion massive des armées conventionnelles du Pacte de Varso-



vie, supposées supérieures en quantité, les vols à basse altitude auraient retardé leur avancée, car ils permettent d'atteindre des objectifs derrière les lignes ennemies, puisque les avions, impossibles à repérer à si basse altitude par les réseaux de détection, ne subissent pas le feu des défenses antiaériennes lourdes.

Une logique aveugle

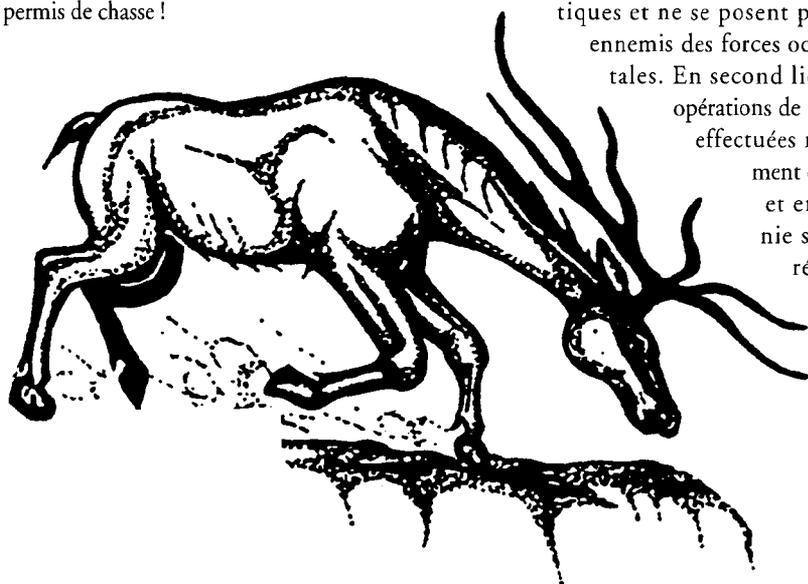
Cependant cette tactique s'avère désormais obsolète. En premier lieu, les États du Pacte de Varsovie ont changé de régimes politiques et ne se posent plus en ennemis des forces occidentales. En second lieu, les opérations de ce type effectuées récemment en Irak et en Bosnie se sont révélées



extrêmement coûteuses, les avions volant à basse altitude étant mis à portée des plates-formes mobiles de missiles sol-air. Le gouvernement canadien s'obstine néanmoins à poursuivre les exercices de vols à basse altitude pour compenser les coûts astronomiques de fonctionnement de la base de Goose Bay, sans prendre en compte les coûts humains et écologiques.

Au début de l'année 1995, la presse de Terre-Neuve a annoncé triomphalement que la France, qui n'est pourtant pas membre de l'OTAN, allait participer à ces exercices. Inquiets de cette perspective, George Rich et Bart Penashue, représentants de *Innu Nation*, se sont rendus à Paris le 4 avril 1995 pour alerter *Nitassinan - CSIA*. Ils ont été reçus au quai d'Orsay qui avait diligenté une enquête auprès du ministère de la Défense. Le représentant du ministère des Affaires Etrangères les a assurés que le gouvernement canadien n'avait pas encore fait de demande officielle, que l'armée française n'avait aucune intention d'utiliser la base de Goose Bay et qu'enfin, la France ne désirait pas entrer en conflit avec le peuple innu. Rassurés, nos hôtes nous ont cependant demandé de continuer à informer l'opinion publique française, dans la mesure où des pays membres de l'Union Européenne, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grande-Bretagne poursuivent leurs programmes de vols à basse altitude au-dessus du Nitassinan.

Fabrice Mignot (CSIA)



Succès évident du boycott

Le 12 janvier 1995, la compagnie *Daishowa Forest Products Ltd* annonçait publiquement qu'elle engageait une action devant la Cour de l'Ontario (General Division) pour obtenir la fin du boycott organisé contre elle par un groupe appelé *les Amis du Lubicon de Toronto* (Toronto Friends of the Lubicon). Dans une lettre adressée au Chef Bernard Ominayak, *Daishowa* précisait que sa plainte ne concernait que *les Amis du Lubicon* et qu'elle n'avait aucun rapport avec l'actuel conflit relatif aux droits des Lubicon sur leurs terres ancestrales qu'elle a envahies.

En 1988, le gouvernement provincial de l'Alberta annonçait la construction d'une usine de papier par la firme japonaise *Daishowa Paper Manufacturing Co Canada Ltd* à 15 kilomètres au nord de Peace River. Les arbres qui devaient l'alimenter provenaient d'une concession d'abattage obtenue du gouvernement, de 29 000 kilomètres carrés, englobant la plus grande partie du territoire des Indiens cree lubicon. Dès 1990, *Daishowa* commençait l'abattage intensif des arbres, entraînant la destruction de l'économie autarcique des Indiens et provoquant des pollutions affectant toute leur chaîne alimentaire. Malgré les protestations des Lubicon, la condamnation de la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies et les recommandations de la Commission d'experts au Gouvernement du Canada, aucun accord n'a pu être réalisé à ce jour quant à la restitution aux Lubicon de leurs terres ancestrales (voir Nit. n° 35 et 38).

Les Lubicon sont également spoliés par les

compagnies gazières et pétrolières qui ont détruit leur mode de vie et contraint 90 % d'entre eux à vivre du « welfare », ou aide publique. Leur cause a suscité la solidarité dans le monde entier. Ainsi, en 1991, naissaient *les Amis du Lubicon*, à Toronto, qui entreprenaient immédiatement le boycott des produits fabriqués par *Daishowa*, principalement les sacs en papier. Depuis lors, 46 compagnies ont décidé de ne plus se fournir chez *Daishowa* et celle-ci fait état de 5 millions de dollars de pertes au cours des trois dernières années et en prévoit 3 millions de dollars annuels à l'avenir.

Le 6 février 1995, devant la Cour de justice de l'Ontario, *les Amis du Lubicon* consentaient à suspendre pendant trois mois le boycott de *Daishowa*, les deux parties ayant le droit de rompre cet accord à tout moment, avec un préavis de cinq jours.

Le *Toronto Friends of the Lubicon* est une organisation de bénévoles et, contrairement à *Daishowa*, elle est loin de posséder les moyens d'engager une action en justice.

L'aide financière peut être adressée à :
Toronto Friends of the Lubicon,
c/o Ed Bianchi, 485 Ridelle Avenue,
Toronto, ONT M6B 1K6, Canada

Robert Pac

Sources : *Lubicon Lake Indian Nation, Toronto Friends of the Lubicon, Nitassinan, The Globe and Mail, CBC Radio News Broadcast, Taskforce on the Churches and Corporate Responsibility, Now (Janvier et Février), Gateway 31.1.95, CKLN News et... Daishowa Forest Products Ltd.*

Protestations des Guaymis

En avril dernier, la police anti-émeutes du Panama a dispersé une centaine d'Indiens guaymis qui manifestaient contre les prospections minières de la compagnie canadienne Geotec, spécialisée dans l'extraction du cuivre. Sept Indiens, dont un enfant et une femme enceinte, ont été arrêtés. La communauté guaymi (environ 120.000 personnes) est la plus pauvre du pays. Elle vit dans les régions montagneuses et semi-rurales de Veragas, Chiriqui et Boca del torro, et réclame depuis 20 ans une terre à elle. Cette demande se heurte à la pression des propriétaires fonciers et à l'absence de volonté politique du Parlement panaméen. Julio Dixon, conseiller de la Coordination Nationale des Peuples Indiens (CONAPI), a déclaré que les protestations pourraient s'étendre à d'autres ethnies autochtones et que les Indiens du Panama s'opposeraient à ces prospections tant que le Parlement n'aurait pas voté une loi leur garantissant des droits sur les terres de leurs ancêtres.



Barrages routiers

Début mai, les Indiens waimiri-atroari (Brésil) ont empêché les travaux de goudronnage de la route BR 176 et expulsé de leur territoire les topographes. Cette route, qui doit relier Manaus à Caracas, coupe 158 km de leur réserve. La tribu waimiri-atroari est la dernière à avoir été « pacifiée » au Brésil. Les Indiens affirment que beaucoup d'entre eux sont « morts de maladies et de tristesse à cause de l'ouverture de la route ». Ils redoutent les conséquences de l'asphaltage qui facilitera l'invasion des chercheurs d'or et des touristes sur leur réserve. Selon la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), ces travaux ne pourront être effectués qu'avec l'assentiment des Indiens. Le gouvernement de l'État d'Amazonas a indiqué qu'il étudierait leurs revendications.

«Danse avec les sous»

Kevin Costner, qui possède un casino de 100 millions de dollars à Deadwood (Sud Dakota), envisage de créer un Dunbar Resort (casino, golf, parc d'attractions...) à Spear Fish Canyon, un site faisant partie des terres fédérales réclamées par les Sioux. Les Lakota ont déposé une plainte devant les tribunaux mais les élus de l'État approuvent le projet au nom du « développement des Black Hills ».

Little Buffalo, le «village» Lubicon, au nord de l'Alberta

© Sylvain Duez-Alesandrini



Arrêt des constructions

La neuvième Cour d'appel fédérale de San Francisco a rendu son jugement le 24 avril 1995. Le tribunal confirme l'illégalité de la destruction de l'environnement perpétrée le 9 décembre 1993 sur le Mont Graham par l'Université d'Arizona et ses partenaires européens.

Le tribunal a précisé que, pour que le projet d'observatoire "Colomb" ne soit pas soumis aux lois fédérales sur la protection de l'environnement et des cultures et religions, il aurait dû être réalisé dans les limites prévues par le Congrès. La Cour a jugé que les astronomes n'ayant pas opéré dans ces limites, ils détruisaient l'environnement.

Après quinze années de faux-fuyants, les astronomes devront désormais mener des études sur les cultures indigènes de la montagne sacrée apache. Ils devront également mener des études biologiques et environnementales sur l'impact du projet sur l'une des espèces de petits mammifères les plus menacées : l'écureuil roux du Mont Graham.

L'Université d'Arizona, en collaboration avec ses partenaires italiens, allemands (Institut Max Planck) et du Vatican, a dépensé des millions de dollars en pressions et procédures afin d'échapper aussi bien aux lois fédérales sur la protection des cultures indigènes qu'à celles sur l'environnement. Le respect de ces lois auraient empêché le sacrilège de la montagne apache et la destruction d'un berceau unique de l'évolution. Ce site regroupe en effet dix-huit espèces de faune et flore n'existant nulle part ailleurs au monde.

Les quelque vingt-huit institutions partenaires de ce scandaleux projet l'ont abandonné ou rejeté, soit en raison de sa faible qualité astrophysique, soit pour ne pas être impliquées dans un ensemble sans précédent de violations de lois.

Solidarité internationale

Wendler Nosie, co-responsable du mouvement *Apaches pour la préservation culturelle*, récemment revenu à la réserve après une visite aux parlementaires allemands et italiens a déclaré : « J'ai été touché d'apprendre que le parlement italien va délibérer d'une résolution s'opposant au budget gouvernemental attribué au télescope "Colomb". »

Nosie poursuit : « Les Apaches seront heureux de cette victoire judiciaire. Pour la première fois, après des années de planification de ce projet, les lois sur la protection des cultures et religions amérindiennes devront être respectées. Désormais, le gouvernement devra obéir aux textes qui prévoient une consultation et un dialogue significatifs avec les Apaches traditionnels ici, sur la réserve. » Ola Cassadore Davis, responsable de la *Coalition apache pour la survie* était elle aussi en Allemagne et en Italie. « J'ai été très attristée d'apprendre que l'Institut Max Planck et d'autres astronomes allemands puissent même songer à investir dans un projet si profondément irrespectueux des Apaches. C'est d'autant plus surprenant pour moi qu'ils s'impliquent dans une entreprise dont les tribunaux américains ont à plusieurs reprises signalé l'illégalité. Pourquoi des astronomes allemands, italiens ou du Vatican bafouent-ils nos croyances et les lois américaines ? »

Robin Silver, membre du comité de conservation de la *Maricopa Audubon Society* de Phoenix déclare : « Le respect pour l'environnement et pour les Indiens va enfin être observé par la communauté d'astronomes et l'Université d'Arizona. »

Le Dr Elizabeth Brandt, du département d'anthropologie de l'Université d'État de l'Arizona à Tempe précise que la victoire du Mont Graham augure bien de la reconnaissance des valeurs culturelles traditionnelles des Amérindiens. Les travaux et la déforestation entrepris par la communauté des astronomes ont été stoppés depuis l'été 94. L'injonction du tribunal demeurera valable tant que les recommandations sur la culture et l'environnement n'auront pas été totalement mises en œuvre.

D'après News from Indian Country, mai 1995.

Traduction : Dee Brooks

Texaco responsable de dommages écologiques

La compagnie pétrolière Texaco essaie d'échapper au paiement des dommages écologiques qu'elle a occasionnés en Amazonie équatoriale. Texaco a exploité des ressources pétrolières amazoniennes de 1962 à 1992. Elle affirme aujourd'hui que l'exploitation était déficitaire dès le moment où des problèmes écologiques sont apparus. Pourtant, d'après Cristobal Bonifaz, avocat des peuples indigènes de l'Équateur, les dommages écologiques sont apparus bien avant 1988, année où Texaco a été acculée à la faillite. D'autre part, le compagnie a réalisé d'importants bénéfices en 1993. Les communautés indiennes et les groupes écologistes locaux poursuivent Texaco en justice devant la cour de New York. Les études médicales révèlent 30 000 cas de cancer et maladies de peau causés par l'absence de mesures de sécurité dans l'extraction du pétrole.

Texaco est l'exemple type d'une multinationale réalisant des milliards de dollars de profit dans un pays en voie de développement. Elle en détourne les lois afin d'esquiver toute responsabilité dans les dommages écologiques. Des études officielles montrent qu'en vingt-huit ans, la compagnie a détruit une part significative de l'Amazonie équatorienne en répandant 450 000 barils de pétrole brut dans la nature. Ces pollutions sont dues à des erreurs technologiques et humaines. Le gouvernement équatorien estime que « les fuites du pipeline le plus important ont causé à elles seules le déversement de 75,6 millions de litres dans le fleuve Amazone en dix-huit ans. »

Manifestation à Paris, en décembre 94, de représentants indigènes et d'écologistes équatoriens contre Texaco.



© S. Duez-Alesandrini

Les indigènes victimes du conflit

L'Équateur et le Pérou ont combattu pendant plusieurs semaines dans la forêt amazonienne. Un cessez-le-feu a été signé le 17 février 1995. Cependant, les conflits se répètent depuis un siècle sur ce territoire réclamé par les deux États. La presse internationale évoque les pertes en matériel de guerre ; elle oublie de mentionner que les principales victimes de ces affrontements sont les populations indigènes de l'Amazonie.



L'origine des différents conflits remonte à l'indépendance des deux pays, au milieu du XIX^e siècle, quand les frontières furent fixées de manière arbitraire et désordonnée. En 1941, le Pérou et l'Équateur s'affrontaient dans une guerre généralisée. Pourquoi tant de conflits pour 340 km² de territoire amazonien ? Il se trouve justement que ce territoire regorge de pétrole, uranium, or et bois précieux...

Dans ce conflit armé, les Shuar, Achuar, Shiwiar, Siona, Secoya, Cofanes et Quechua payent la facture d'un militarisme absurde.

Les peuples indigènes pris dans l'étau

Souvent, des Indiens issus d'un même peuple, ou de familles séparées par une frontière artificielle, ont dû s'engager dans un conflit fratricide aux conséquences désastreuses pour leurs communautés.

La population de 21 villages shuar, soit 8 400 personnes, a dû fuir dans la forêt sans aucune assistance. La majorité des écoles et dispensaires ont été bombardés. Trois cent soixante dix-neuf villages souffrent indirectement de la guerre. Les habitants manquent de médicaments et d'aliments. Trente-neuf villages achuar sont directement ou indirectement affectés par le conflit. Quatre-cent-six familles ont dû se réfugier dans la forêt, sans nourriture ni médicaments. Sur trois-cent-cinquante villages

quechua, vingt-cinq sont affectés par le conflit, ce qui représente environ 8 400 personnes au total. Soixante familles siona sont directement affectées par le conflit, ainsi que trois communautés secoya, une communauté cofanes et une communauté shiwiar.

En réaction, les différentes organisations indigènes de l'Amazonie ont créé une coordination de défense civile des peuples indigènes afin d'alerter l'opinion publique internationale, les gouvernements et les organisations de défense des droits de l'homme sur les conséquences de cette guerre pour les communautés indigènes de la région. La totalité des familles affectées par le conflit est, en effet, indigène.

Depuis des décennies, les peuples autochtones de l'Amazonie vivent sous la menace de l'extermination. Ils demandent que soit exercée une pression sur les gouvernements équatorien et péruvien pour que leurs territoires ancestraux soient démarqués. Ils en appellent à la communauté internationale pour exercer des pressions sur les entreprises exploitant des ressources naturelles afin qu'elles respectent les territoires, la culture, les droits des Indiens et l'écosystème de la forêt amazonienne.

Source : conférence de presse de Cristina Gualinga, représentante en Europe de l'O.I.P. et de la coordination de défense civile, à Bruxelles, le 21 février 1995

Synthèse : Christine Rosengard

Les Uwa annoncent un suicide collectif

Totalement abandonnés par l'État colombien, confrontés à une violence incessante, les Indiens uwa (de la région de l'Arauca, située à la frontière de la Colombie et du Venezuela) ne voient qu'une seule issue à leur désespoir, le suicide collectif.

C'est le message qu'ont transmis les messagers de la communauté au gouvernement de Bogota. Les Indiens uwa ont instauré une procédure de requête contre le gouvernement colombien à cause de son indifférence face aux violences commises par l'armée vénézuélienne. Selon Gonzalo Bocota Aguasblancas, chef de la communauté, de nombreux Uwa ont été humiliés et torturés : « Cet abandon est vieux de cinq cents ans, mais maintenant, nous nous sentons vraiment sans défense face à tous ces abus. Nous allons nous suicider parce que nous ne voulons pas nous laisser voler les terres qui nous appartiennent. » En compagnie du gouverneur de Boyacá et du maire de Cubará, un représentant de la commission indigène de Colombie a rencontré un membre du gouvernement pour lui faire part de ses inquiétudes. Les Uwa sont également préoccupés par la possibilité d'explorations pétrolières dans leur région. En échange des terres occupées par l'armée vénézuélienne, les Uwa ont reçu de nouvelles terres mais ce sont des terres stériles et de toute façon, ils n'ont aucun moyen d'écouler leurs produits agricoles sur le marché.



Sauvons Mumia !

Le Leonard Peltier Defense Committee des États-Unis nous invite à protester contre la prochaine exécution de Mumia Abu Jamal, journaliste afro-américain et ex-militant du Black Panther Party, condamné à la peine capitale pour un crime qu'il n'a pas commis. Le gouverneur de Pennsylvanie a programé son exécution pour le 17 août prochain.

Il faut absolument sauver Mumia !

Protestez immédiatement en demandant l'annulation de l'exécution et un nouveau jugement. Écrivez / faxez à l'adresse suivante : Governor Tom Ridge, Maine Capitol Building, Harrisburg, Pennsylvania 17130 U.S.A. Fax : (717) 783 3369

Pour de plus amples renseignements, contactez le MRAP, campagne "Sauvons Mumia !", 89 rue Oberkampf, 75543 Paris Cedex 11

États-Unis

Le nouvel outil de l'ethnocide

Le bureau du recensement des Etats-Unis et l'office de l'administration et du budget (OMB) sont actuellement à la recherche d'un nouveau mode d'évaluation du nombre des membres des minorités ethniques pour le recensement de l'an 2000.



Barbara Warner, directeur exécutif de la Commission des Affaires Indiennes de l'Oklahoma, a reçu de nombreux appels émanant de toutes les tribus, lui faisant part de leurs craintes au sujet de cette démarche du bureau du recensement. Elle même en avait été avertie en octobre dernier par l'appel d'un journaliste lui demandant son opinion sur l'éventualité de créer une nouvelle catégorie "multiraciale" pour le recensement. Les individus considérés comme "sangs mêlés" (mixed race) ne pourraient plus entrer dans les catégories Indiens, Noirs ou hispaniques. Elle avait répondu, non sans une pointe d'humour indien : « Pourquoi n'y aurait-il pas que deux catégories, la population indigène et les immigrants ? Cela simplifierait grandement les choses. »

Pour toutes les communautés indiennes du pays, cette manipulation de l'ethnicité aurait des conséquences désastreuses. Elles ne pourraient que faire diminuer le nombre officiel des Indiens et porter atteinte aux budgets tribaux, à l'économie des tribus et affecter les politiques fédérales.

Contacté, Larry Holmes, de l'OMB, a reconnu que l'office envisageait de modifier les méthodes de calcul du bureau du recen-

sement, mais qu'aucune proposition réelle n'avait encore été retenue. Me Warner a déclaré que les tribus avaient besoin de savoir et ne pouvaient attendre que la décision soit prise : « Nous ne pouvons attendre jusqu'à 1999... Nous ne pouvons attendre et prendre le risque d'être placés devant le fait accompli. » Officiellement, le bureau du recensement essaie de mettre en place un système qui tiendrait compte des diversités culturelles des populations des Etats-Unis, pour répondre aux groupes qui estiment que la méthode actuelle de classification ethnique est inappropriée en ce qui concerne les personnes issues de plusieurs cultures (mixed heritage). « Ce désir est sans aucun doute légitime, néanmoins, cela ne peut concerner la catégorie des Indiens américains qui ont un statut particulier de population clairement défini, basé sur l'ascendance ou l'adoption par les tribus. En fait, le recensement serait basé uniquement sur l'ascendance, alors que, si l'on désire un compte exact, c'est le nombre de personnes que les tribus ont à charge qu'il faut considérer. »

Robert Pac
Synthèse de Indian Country Today,
le 22 décembre 1994

Un général guatémaltèque condamné par la justice

En avril dernier, un tribunal de Boston a condamné le général Hector Gramajo, ancien ministre de la Défense du Guatemala (de 1985 à 1991), à payer une indemnisation de 47,5 millions de dollars aux victimes de violations des droits de l'homme perpétrées sous sa responsabilité. Il avait été inculpé en 1991, alors qu'il suivait des cours à l'Université d'Harvard, pour avoir ordonné à ses soldats une campagne de terreur et de nombreuses tortures. Huit Indiens ayant échappé au massacre de leur famille et une religieuse américaine ont témoigné devant la Cour, affirmant que le général était personnellement responsable des horreurs perpétrées par ses soldats. Sœur Diana Ortiz, enlevée de son couvent, avait été battue et violée, avant de subir une centaine de brûlures de cigarettes et d'être jetée dans une fosse remplie de rats et de cadavres... Le général Gramajo, actuellement candidat à l'élection présidentielle du Guatemala, a déclaré qu'il ne paierait pas, qu'il était innocent et « victime d'une campagne visant à atteindre son prestige ».

Solidarité avec le Chiapas

Une délégation indienne venant des Etats-Unis, comprenant un Yaqui, un Navajo/Hopi, un Tohono O'odham et un Lakota, s'est rendue au Mexique en avril dernier afin de soutenir les rebelles du Chiapas. Ils ont recueilli de nombreux témoignages sur la répression de l'armée mexicaine contre les paysans mayas.

Les pendus de Mankato

Les Santee-Sioux ont décidé de commémorer par une course l'exécution des 38 guerriers santee qui s'étaient révoltés contre la famine en 1862. Chaque coureur portera le nom d'une des victimes.

Détenu recherche correspondant(es)

Alex Montana est un Amérindien de la nation comanche. Agé de 33 ans, il est actuellement incarcéré au Texas. Il a contacté Nitassinan pour nous féliciter du soutien que nous apportons à Leonard Peltier et nous demander s'il y aurait une possibilité de correspondre avec des personnes en France. Si vous parlez anglais et désirez entamer une correspondance amicale avec lui, vous pouvez lui écrire à l'adresse suivante : Alex Montana, 448568 McConnell, 3001 S. Emily Dr. Beeville, Texas TX 78102-7306, USA

Une femme au cœur brave

Dans la première partie de cette rencontre (Nitassinan n° 40) Mary Brave Bird et Richard Erdoes, auteurs de *Lakota woman* et *Ohitika woman* ont principalement évoqué la lutte des femmes indigènes.

Mary - Un grave problème touche les femmes amérindiennes sur les réserves : la violence domestique. Pour y faire face et trouver des solutions, des femmes ont formé des sociétés féminines, telles que "Sacred shawl" et "White buffalo women society", afin de créer des structures d'entraide et de réflexion. Quatre de mes amies de lycée (nous étions dans la même classe) sont mortes, victimes de violences domestiques. Nous leur dédions nos prières, nous honorons leur mémoire, nous essayons d'éduquer et d'informer sur ce problème au sein de nos communautés. Telle est notre action pour mettre un terme à cette tragédie, car il faudra bien un jour que cela cesse.

Nitassinan - *Ces violences domestiques sont-elles liées aux problèmes sociaux sur les réserves ?*

M. - Oui. Je pense que c'est lié à l'extrême pauvreté, endémique sur nos réserves. Dans ma communauté, le taux de chômage est d'environ 85 %. Et le désespoir mène mon peuple à l'alcoolisme qui est la cause principale de ces violences. Sur les réserves, la situation est vraiment déprimante. C'est une lutte quotidienne pour survivre. Nous dépendons en majorité des allocations et des bons de nourriture, mais cela ne suffit pas lorsque les familles sont nombreuses. Il nous est difficile d'apporter quotidiennement de quoi subsister sur la table familiale...

N. - *Concrètement, quelle est l'action des femmes face à ces problèmes ?*

M. - Les organisations de femmes que j'ai précédemment citées suscitent des rencontres en invitant les hommes à des tables rondes. Nous leur proposons de parler de leurs problèmes et, le cas échéant, leur conseillons de s'orienter vers une thérapie. Je connais personnellement très bien ces problèmes car, lorsque j'étais plus jeune, on a abusé de moi. J'ai cru alors, sans doute parce que j'étais trop jeune pour bien comprendre, que c'était normal et que la vie était ainsi. Bien qu'ayant été élevée par des grands-parents qui m'aimaient et me protégeaient, j'ai eu du mal à réaliser ce qui m'était arrivé. C'est aussi pour cela que

nous développons l'éducation contre les violences domestiques en direction des jeunes, et ce jusque dans les prisons, car nombre d'entre eux sont désorientés et maîtrisent mal leurs actes.

N. - *Nous avons entendu parler de la constitution d'un Grand Jury concernant la mort d'Anna Mae Aquash (1). Qu'en est-il ?*

M. - Effectivement, il est question de rouvrir l'enquête sur ce meurtre, mais je ne crois pas qu'il y ait eu de prise de position officielle à ce sujet.

N. - *Comment expliquer ce regain d'intérêt pour une affaire vieille de presque vingt ans ?*

M. - Cela me semble fou. Vingt ans après, cela ne sert à rien. Beaucoup de personnes impliquées dans cette affaire ont eu le temps de disparaître ou sont décédées. Il en est de même pour Léonard Peltier, même s'ils le relâchent, ils rouvriront une enquête et enfermeront quelqu'un d'autre. Le FBI a toujours besoin d'avoir un bouc émissaire.

Richard Erdoes - Lorsque Peter Matthiessen écrivait son fameux livre *In the spirit of Crazy Horse*, il m'a demandé de relire le manuscrit avant qu'il soit publié. Il craignait réellement le FBI et désirait que je rédige un additif à son livre, car j'avais été le témoin direct de certaines choses qu'il n'avait pas vues personnellement. Je me suis trouvé enfermé dans une pièce avec son manuscrit et des documents du FBI obtenus grâce à la loi sur la liberté d'information. Le FBI détient des millions de pages sur l'affaire Peltier ou l'occupation de Wounded Knee. Mais rien que sur les quelques milliers de pages qui se trouvaient en face de moi et qui étaient déjà censurées, il y avait des révélations inimaginables sur ce que le FBI admet avoir fait dans ces affaires. Il y a certainement des milliers de pages - qui n'ont pas été communiquées - dans les archives du FBI concernant Anna Mae également. Mon hypothèse personnelle est que l'agent Price du FBI est impliqué dans sa mort.



N. - *Mary, tu as participé à la "Marche pour la justice" organisée par Dennis Banks pour la libération de Léonard Peltier, et un rassemblement de femmes de toutes origines a eu lieu récemment à Washington pour cette même cause. Penses-tu qu'aujourd'hui encore, Léonard Peltier et Anna Mae Aquash demeurent des symboles pour les nations amérindiennes ?*

M. - Bien sûr, ils sont tous deux des symboles pour nous. Lors de ces deux actions, j'ai prié et offert du tabac aux esprits pour Leonard et Anna Mae. Dans nos cérémonies, le nom de Leonard est toujours mentionné. Dans chaque tribu, chaque État, du Mexique au Canada, Peltier est un symbole pour notre liberté.

N. - *Revenons à vos livres. Quel a été leur impact sur l'opinion politique américaine ?*

R. - Bien qu'ayant eu pas mal de répercussions médiatiques, je crains que nous n'ayons touché que des personnes déjà convaincues de la légitimité de notre cause. L'opinion publique est très mal informée sur le problème indien. Il y a un regain d'intérêt actuellement, mais j'ai bien peur que ce ne soit qu'un phénomène de mode. Les gens, aux USA, ne sont pas comme vous, Européens, qui êtes fidèles à vos engagements. Les Américains changent de centre d'intérêt par vagues. Une année les Indiens, une année la macrobiotique, l'année suivante autre chose...

M. - J'aimerais ajouter que, lorsque notre premier livre a été rédigé, je ne me suis pas rendu compte que je n'aurais pas dû aborder certains sujets. Particulièrement ce qui touche à la spiritualité et aux cérémonies. Si c'était à refaire, je n'en parlerais pas. En effet, cela a drainé vers les réserves des personnes, adeptes du "New Age" qui désirent être "indiens", se donnent des noms indiens, créent leurs propres rites, etc.

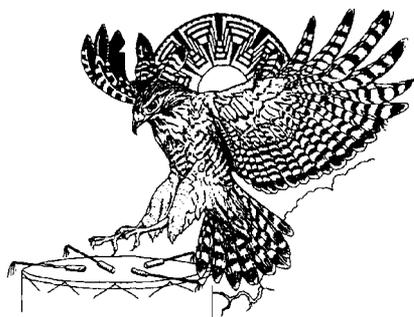
Si ces personnes sont vraiment concernées, elles devraient plutôt songer à nous aider en s'impliquant plus politiquement pour notre cause. Au lieu de se précipiter sur l'artisanat et la spiritualité indienne, ils auraient mieux fait de venir à Washington manifester leur soutien à Peltier et à notre lutte pour la protection de l'environnement et la récupération de nos territoires !

N. - Si vous demandez de l'aide, cela signifie-t-il que, 25 ans après l'émergence de l'AIM, le combat continue pour le respect de vos droits territoriaux et religieux ?

M. - J'aimerais apporter une précision concernant l'AIM. Mon peuple (les Lakota NDLR) a oublié qu'auparavant, notre religion était interdite et que c'est principalement grâce à l'action de notre mouvement que nous pouvons aujourd'hui la pratiquer ouvertement. Nous avons lutté pour obtenir cette liberté de culte. Au sein du mouvement, le combat a été très dur et nous avons dû nous mobiliser pour le respect de nos droits. Après cette victoire, nombreux sont ceux qui se proclament *hommes-médecine*, qui suivent la voie de la *sweat-lodge* (2). Mais, politiquement, ils sont restés dans le système, assimilés aux structures blanches. Malgré les acquis obtenus par notre mouvement, ils nous appellent "militants" ou "radicaux", car nous continuons à élever nos voix pour la libération de Peltier. Ces personnes sont toujours effrayées par le passé de répression et de mort des années 70. Cela leur fait oublier que c'est grâce à l'AIM que les peuples amérindiens peuvent de nouveau être fiers de leur identité.

N. - Votre nouveau livre *Ohitika woman* doit sortir prochainement en France. Quels sujets y sont abordés ? S'agit-il de la suite de *Lakota woman* ?

M. - Il s'agit de la suite de ma vie dans le mouvement, dans notre lutte. Je ne raconte que ce que j'ai personnellement vécu, je ne décris que la vérité, je ne fabule pas. Ce livre débute là où le précédent s'est arrêté. En 1979, j'étais à New York, à la manifestation



en faveur de Peltier où John Trudell a brûlé le drapeau américain en signe de protestation. J'ai été témoin de cela et j'ai accouché ce soir là, au moment même où toute la famille de John a été assassinée. Ce nouveau livre montre que notre combat continue, comme nous continuons aujourd'hui à souffrir, à mourir. Nous n'avons pas la possibilité de réécrire l'Histoire officielle, celle des manuels. Alors, en tant qu'indigène j'écris pour informer le monde sur notre situation présente. Je n'aime pas être appelée Indienne, Américaine native ou Amérindienne. Je préfère qu'on utilise le terme de "femme indigène".



Avec l'esprit de Crazy Horse

Catherine et Sylvain ont perdu un ami originaire de la réserve lakota de Pine Ridge. Peter Lone Elk nous a quittés pour le monde des esprits, emporté par une grave maladie. Sa mémoire restera gravée dans nos cœurs, la mémoire d'un jeune Sioux-Lakota parfois excessif, mais toujours émouvant... Nous n'oublierons pas les moments de joie et d'unité partagés ensemble lors des *Sacred Runs*.

Une pensée pour sa famille, qui réside à Oglala, et pour tous ses amis, notamment ceux des *Sacred Runs* et Judy, du LPSG/Salt Lake City, avec qui il travaillait pour la libération de Peltier.

Nous sommes sûrs que ton esprit à rejoint ceux de Crazy Horse et de Mozart...

J'espère que les Français apprécient mes livres et que, grâce à cela ils comprennent un peu mieux notre mouvement et notre combat quotidien. Nous avons beaucoup d'amour et de compassion pour les personnes de toute couleur, car nous savons que nous vivons tous sous la menace. Aujourd'hui, le monde se divise en "super riches" ou en extrêmement pauvres. Nous devons tous prendre conscience qu'il ne nous reste que très peu de temps. Nous ne savons pas combien de temps encore notre mère la Terre pourra endurer tous ces outrages. Il y a tellement de violence actuellement...

(1) voir Nitassinan n° 40, p. 12

(2) Hutte à sudation - la *sweat-lodge* est une cérémonie en elle-même et peut aussi être utilisée pour se purifier avant une "quête de vision", une danse du soleil...

Interview et traduction Sylvain Duez-Alesandrini.
Mise en forme Dee Brooks.

Remerciements à Francis Geffard, directeur de la collection Terre Indienne (Albin Michel) et de la librairie Mille-Pages et à Monique Hameau.

TERRE BLACKFEET

entre

LEGENDE ET HISTOIRE

Renouant avec la tradition de ses premiers numéros, Nitassinan a voulu consacrer ce dossier à un peuple indien, à ses légendes, à son histoire, à ses combats passés, à son image à travers la littérature indienne contemporaine et, surtout, à la lutte qu'il mène actuellement pour préserver ses sites les plus sacrés, menacés par l'exploitation pétrolière et le développement.

En conduisant le long d'une route ou même en traversant à pied une contrée, les voyageurs n'ont qu'une impression vague de ce qui les entoure. De temps en temps, un marcheur parvient en un lieu que personne n'a encore atteint, du moins depuis un certain temps. De cet endroit une émotion se dégage. De tels endroits deviennent rares de nos jours.

Le véritable esprit de nos forêts sauvages est fait des divers événements, grands ou petits, survenus au cours du temps et qui se produisent encore aujourd'hui. Les ruisseaux et les rivières coulent à pleins bords à chaque printemps, emportant vers l'océan le limon qui a constitué autrefois une montagne. Un épervier attrape un lapin dans la prairie où ses ancêtres ont chassé depuis des milliers d'années, où les ancêtres du lapin ont vécu et sont morts depuis des milliers d'années. Un loup renifle l'air pour retrouver la trace de ceux de son espèce, recherchant dans sa mémoire et dans la mémoire collective des loups, un lieu où les loups ne se sont pas aventurés depuis plusieurs dizaines d'années. En compagnie de sa petite fille, une Indienne de soixante-douze ans recueille la peinture cérémonielle, à l'endroit même où sa mère, sa grand-mère, son arrière-grand-mère et ses ancêtres sont toujours venus.

Chaque lieu sauvage contient sa propre histoire, sa propre collection d'histoires. Et chacun de ces lieux a quelque chose à offrir à ceux qui ont assez de cœur et de respect pour écouter. Tant que ces contrées demeureront à l'abri de la scie, du bulldozer, des tours de forage, des mines d'or et d'une civilisation toujours envahissante et dévorante, leurs légendes se perpétueront.

Une terre de légendes, d'histoire et d'avenir.

Une terre de grizzly, de montagnes, de tonnerre et d'espoir....

Badger-Two Medicine - tel est le nom de cette contrée, au nord-ouest de l'État du Montana. C'est la partie nord d'une région connue sous le nom de "Rocky Mountain Front" - la chaîne des Rocheuses la plus à l'est, surplombant la Prairie. Situé sur le flanc est de la ligne de partage des eaux, ce pays donne naissance aux cours d'eau qui alimentent les plus grands fleuves d'Amérique du Nord, comme le Missouri et le Mississippi. La région de Badger-Two Medicine, qui couvre un peu plus de 50 000 hectares, est une terre sous statut fédéral, limitée par le Parc National du Glacier, le "Bob Marshall Wilderness Complex" et la réserve blackfeet.

Cette terre sauvage faite de pics escarpés et de vallées luxuriantes est le cœur d'un des derniers écosystèmes encore intacts existant aux Etats-Unis. Elle est l'habitat du puissant grizzly, et c'est là que revient maintenant le loup gris jusqu'alors menacé. C'est une terre intimement liée à la culture et aux traditions religieuses des Indiens blackfeet.

Mais c'est aussi un champ de bataille : Badger-Two Medicine et l'ensemble de "Rocky Mountain Front" sont situés sur un plissement géologique, une ancienne formation que certains supposent contenir de grandes quantités de pétrole et de gaz naturel.

Les multinationales du pétrole veulent explorer et développer ces terres, bien que les biologistes, les écologistes et les traditionalistes blackfeet affirment qu'elles doivent demeurer dans leur état naturel et en paix.

Extrait de The Last Stronghold (1992)

traduction : Monique Hameau

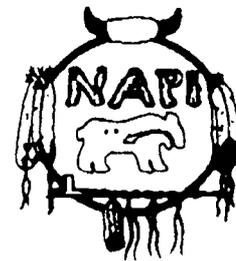
Ce dossier a été entièrement réalisé par Monique Hameau, à l'aide des documents suivants :

- Badger-Two Medicine, The Last Stronghold, Sacred Land of the Grizzly, Wolf and Blackfeet Indian, par Bob Yetter.

- Montana's Indians, de Montana Magazine

- divers documents provenant de groupes allemands de soutien aux Indiens, que nous remercions.

La création du monde



Napi, le Vieil Homme, est le Créateur du monde blackfeet.

Un jour, il y a bien longtemps, il parcourait le monde qu'il avait créé. Las de la solitude, Napi décida de créer des êtres avec lesquels il partagerait la terre ; il prit à la Terre une poignée de boue et il la roula pour lui donner une forme longue et mince, et fabriqua un serpent. Le déposant sur le sol, il lui donna la vie et le fit se multiplier, créant le monde des serpents. Les serpents que Napi avait créés continuèrent à se multiplier et se développer sur la terre jusqu'à ce qu'ils soient pratiquement partout. Il est dit qu'après une longue période, ces serpents, par leurs croisements consanguins, devinrent des créatures très différentes, celles que nous appelons aujourd'hui les dinosaures. Au bout d'un certain temps, ces dinosaures oublièrent complètement certains commandements que le Créateur leur avait donnés pour vivre. Ils refusèrent d'obéir et, défiant celui qui leur avait donné naissance, ils n'en firent qu'à leur tête. Napi, voyant chez eux le manque de respect et le mal, fit tomber la pluie jusqu'à ce que toutes ces créatures, exceptées quelques-unes, s'enfoncent dans la boue et meurent, et c'est là où nous les avons retrouvés.

Les hommes et le monde des esprits

Plus tard, Napi essaya encore de se fabriquer des compagnons. Avec de la boue provenant de son épouse, la Terre-Mère, il fit les premiers êtres humains et leur enseigna comment vivre avec la Terre. Alors qu'il était ici-bas, Napi leur apprit beaucoup de choses, dont l'une des plus importantes fut comment recevoir de l'aide du monde des esprits. Il leur dit : « Retirez-vous à l'écart, puis couchez-vous et endormez-vous. Quelque chose viendra dans votre rêve qui vous aidera. Ce peut être quelque animal... Peu importe celui qui écouterait votre prière, vous devrez lui obéir ».

Habituellement, ces visions impliquaient plusieurs jours de prières et de jeûne, sans nourriture et sans eau, dans des endroits où personne n'allait jamais, et connus pour être dangereux, comme une étroite corniche au sommet d'une montagne, ou une région fréquentée par les ours.

Dans le monde blackfeet, la nature et l'esprit, le naturel et le spirituel, étaient étroitement liés. Le monde naturel et ses développements, c'est-à-dire la Création, étaient directement connectés au monde spirituel. Les rochers, les plantes, les ani-

des nations sur son propre territoire. Aux Blood, aux Piegan et aux Sarcee, il déclara : « Je vous délimiterai pour chacun un morceau de terre ». Et c'est ce qu'il fit, leur donnant toutes les terres à partir du sommet des montagnes situées à l'ouest d'Edmonton, Alberta, englobant le pays à l'est et au sud, les Porcupine Hills, les Cypress Mountains et les Petites Rocheuses, jusqu'au confluent de la Yellowstone avec le Missouri ; puis à l'ouest vers les sources de la Yellowstone à travers les Montagnes Rocheuses vers la Beaverhead ; du sommet des Montagnes Rocheuses en

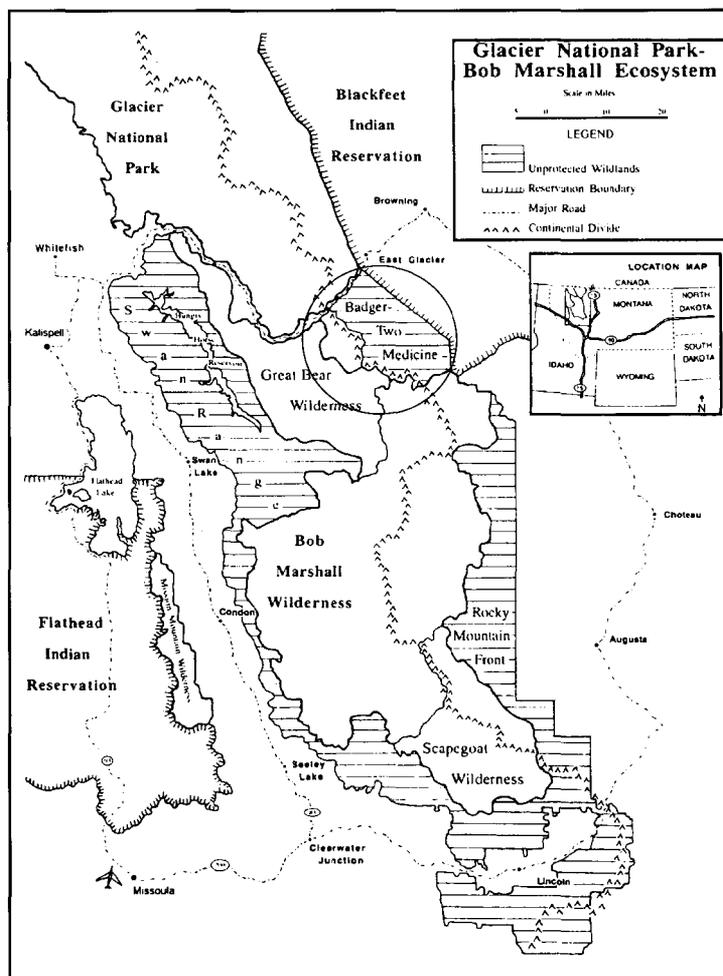
allant vers le nord pour rejoindre le point de départ à l'ouest d'Edmonton.

Un monde différent

Ensuite, Napi déclara : « Ceci est votre terre. Sur elle vivent toutes sortes d'animaux et beaucoup de choses poussent sur cette terre. Ne laissez aucun autre peuple y entrer. Ceci est pour vous, les trois tribus. Si un peuple se présente pour franchir la frontière, prenez vos arcs et vos flèches, vos lances et vos haches de guerre, livrez-leur bataille et chassez-les. S'ils y prennent pied, vous aurez des ennuis. » Puis Napi quitta les Blackfeet et disparut dans les montagnes de l'ouest. Avant de partir, il promit de revenir. Il dit aux Blackfeet qu'au moment de son retour, ils seraient devenus un peuple différent, vivant dans un monde différent de celui qu'il avait créé pour eux et dans lequel il leur avait appris à vivre.

Pendant une très, très longue période, les Blackfeet ont vécu de la manière que Napi leur avait enseignée, chassant et voyageant sur les terres qu'il leur avait données.

Extrait de The Last Stronghold



maux, et même les phénomènes naturels, comme les orages étaient considérés comme possédant un esprit et les Blackfeet considéraient la terre elle-même comme la demeure des Esprits. Inévitablement, certaines régions, considérées porteuses de pouvoir et plus importantes que d'autres, ont été reconnues comme lieux sacrés.

En ces temps anciens, Napi installa chacune

Un peuple des Plaines du Nord



La culture des Blackfeet était celle des Indiens des Plaines. Ils avaient des camps de tipis qu'ils déplaçaient aisément grâce au cheval. Ils chassaient le bison, le cerf, l'élan, les chèvres bighorn des montagnes. Ils considéraient le loup comme un frère et, à la différence d'autres tribus qui combattaient l'ours comme un adversaire, il est dit qu'ils n'abattaient jamais de grizzly. Ils pêchaient dans les torrents de montagne et leurs femmes récoltaient les baies et les racines qui abondaient dans les prairies et les collines.

Les combats que menaient les Blackfeet contre leurs adversaires crow, cheyenne ou shoshone consistaient en coups de main hardis où les guerriers recherchaient la gloire, en vengeances personnelles ou familiales et, surtout, en captures de chevaux, plutôt qu'en guerres de conquête. Ils menaient dans l'ensemble une guerre défensive contre les tribus du sud et de l'ouest qui menaçaient leur vaste territoire.

Comme les autres Indiens des Plaines, ils utilisaient la Pipe comme moyen de communiquer avec les Esprits et de nouer des relations avec les autres hommes. La Danse du Soleil était pour eux aussi le grand rite annuel qui rassemblait les tribus. Comme toute l'Amérique du Nord avant que les Blancs ne s'en emparent et ne l'exploitent, les terres que le Créateur avait confiées au peuple blackfeet débordaient d'une vie riche et variée, le gibier y était abondant, les forêts intactes, les eaux limpides.

Le territoire siksika

La confédération blackfeet (siksika) occupait traditionnellement le nord de l'État du Montana aux États-Unis et le sud des provinces de l'Alberta et du Saskatchewan au Canada. Elle se composait de trois tribus. Les Blood et les Sarcee habitaient au nord. Sur le territoire de l'actuel Montana vivaient les Piegan, les plus nombreux, qui s'appelaient eux-mêmes Pikuni. Les tribus blackfeet vivaient au nord du territoire des Crow et des Cheyenne, à l'est des Shoshone et des Nez-Percé et à l'ouest des Mandan et des Assiniboine. Les Blackfeet sont un



peuple de langue algonquienne, comme les Cheyenne et les Arapaho. Leurs ancêtres vivaient au nord des Grands Lacs, dans un pays de forêts et de lacs. Dès la fin du 17^e siècle, ils émigraient vers l'ouest, peut-être poussés par les Ojibwa et les Cree qui possédaient déjà des fusils. Au début du 18^e

siècle, ils traversèrent le territoire blackfeet, un accrochage assez sérieux se produisit. Deux guerriers furent tués alors qu'ils tentaient de voler des fusils aux membres de l'expédition. Bien que les Blackfeet n'aient pas officiellement participé au premier traité de Fort Laramie de 1851, le gouvernement leur avait reconnu pratiquement tout le nord du Montana. En 1855, les Blackfeet signèrent leur premier traité avec le gouvernement des États-Unis. Ils s'y voyaient reconnaître la plus grande partie des terres que Napi leur avait données. Du côté américain de la frontière, près des deux tiers de ce qui est actuellement l'est du Montana était le territoire reconnu des Indiens blackfeet et des Gros Ventre. Pourtant cet arrangement officiel, connu sous le nom de traité de Lama Bull, marquait le commencement d'une série d'actions préméditées destinées à conquérir le peuple blackfeet et à le confiner dans une fraction toujours plus petite de son territoire originel.

En 1865, puis en 1868, deux traités illégaux - puisqu'ils n'ont jamais été ratifiés par le Congrès - excluaient les Blackfeet de leurs terres situées au sud du Missouri et

« Il faut envoyer l'armée contre les Indiens hostiles le plus tôt possible, dès cet hiver, et les soumettre à coups de fouet ! »

E.T. Watkins, inspecteur du B.I.A., 1875

siècle, ils avaient atteint les premiers contre-forts des Montagnes Rocheuses. Ils repoussaient vers le sud et vers l'ouest les Shoshone et les Nez-Percé et se heurtaient aux Crow installés de longue date. C'est là qu'ils se procurèrent leurs premiers chevaux. Ils s'allièrent étroitement avec les Gros-Ventre, dont le véritable nom est Atsina, au point que cette tribu est souvent considérée comme une tribu blackfeet, puis plus tardivement, avec les Assiniboine, une tribu yankton-sioux.

Deux traités illégaux

Quand, en 1805, l'expédition Lewis et Clark qui devait relier St Louis à la côte

ouvraient ces dernières à la colonisation blanche. Les colons subissaient parfois les attaques des guerriers indiens qui convoitaient leur bétail et leurs chevaux et ressentaient la présence sur leurs terres de colons de plus en plus nombreux comme une insulte et une menace. Leur souci de sécurité et le désir des immigrants de s'approprier une plus grande part de la terre blackfeet mirent en place toutes les conditions pour que s'accomplisse l'un des pires massacres de l'histoire de l'Ouest.

Le 23 janvier 1870, alors que la variole ravageait le pays indien - c'était la troisième vague d'épidémie - l'armée américaine cherchait à venger la mort d'un homme blanc

tué par la bande des Pikuni de Mountain Chief (Chef Montagne). N'ayant pu mettre la main sur les rebelles, le colonel, à la tête de trois cent cinquante soldats tombait à l'improviste sur le village endormi du chef Heavy Runner (Coureur Puissant) installé sur les rives de la Marias River. Le colonel avait pourtant été averti qu'il s'agissait là d'une bande pacifique, qui campait en toute légalité dans les limites de sa réserve - le chef Heavy Runner venait de signer quelques semaines plus tôt un accord de paix avec le Général Sully. Le Colonel Baker avait répondu : « Cela ne fait aucune différence, que ce soit une bande ou une autre, ce sont tous des Piegan et nous allons les attaquer ». Il ordonna à ses hommes : « Restez calmes et visez pour tuer... N'épargnez personne ». Quatre-vingt-dix femmes, cinquante-cinq enfants et trente et un vieillards et adolescents trouvèrent la mort. Presque tous les hommes valides - n'oublions pas que le village était dévasté par la variole - étaient loin du camp, chassant le bison pour nourrir leurs familles.

On ne peut s'empêcher de faire un rapprochement entre le massacre de Marias River et celui, plus connu, de Sand Creek perpétré contre les Cheyennes du Sud le

29 novembre 1864. Les paroles du Colonel Baker rappellent étrangement celles du Colonel Chivington avant Sand Creek : « Tuez les tous, les grands comme les petits, les larves font des poux ! » Même attaque d'un village pacifique placé sous la sauvegarde de l'armée et dont les

défenseurs sont absents, même massacre de non-combattants.

Quatre ans après ce tragique événement, le président des Etats-Unis, par un acte unilatéral, ordonnait la saisie de toutes les terres de réserves reconnues aux Indiens au sud de la Marias River, réduisant encore le pays blackfeet. Ni le massacre de Marias River,

« D'abord, régler son compte au bison... Ensuite, régler leur compte aux Indiens. Les concentrer dans des réserves. »

Général William T. Sherman, commandant en chef de l'armée des Etats-Unis, 1867

ni la saisie d'une partie des terres blackfeet n'avaient ramené la paix et la sécurité dans la région, bien au contraire. Des guerriers décidés à se battre, des "bandes hostiles", que l'on pourrait plutôt qualifier de "résistants et patriotes" poursuivaient un combat désespéré, attaquant les fermes et les ranchs, échappant à l'armée lancée contre eux. Mais le gouvernement allait bientôt employer sa nouvelle arme secrète contre les Indiens qui s'obstinaient à vouloir préserver leur mode de vie et leur liberté : la famine...

L'hiver de la faim

A cette époque, la politique déclarée du gouvernement des Etats-Unis était de soumettre les tribus des plaines par l'extermination de leur principale ressource, le bison. Ayant perdu leur moyen de se procurer nourriture, abri, vêtements et outils, les Indiens seraient acculés à la famine et au dénuement, et plus aisément amenés à la soumission.

La destruction économiquement et politiquement programmée des grands troupeaux de bisons se poursuivait. De 1874 à 1877, entre 80 000 et 100 000 bisons furent abattus et leurs peaux transportées par bateau sur le Missouri. Alors qu'il y avait autrefois environ treize millions de bisons au Montana, le bison a été virtuellement exterminé dans les plaines de cet État sur

une période de sept ans.

Pour les Blackfeet, la conséquence de cette extermination fut "l'hiver de la faim" de 1883-1884. Le bison avait disparu, l'agriculture, pratiquée sur un sol montagneux particulièrement pauvre, avait échoué et les rations dues par traité aux Indiens s'avaient inadéquates, quand elles n'étaient pas

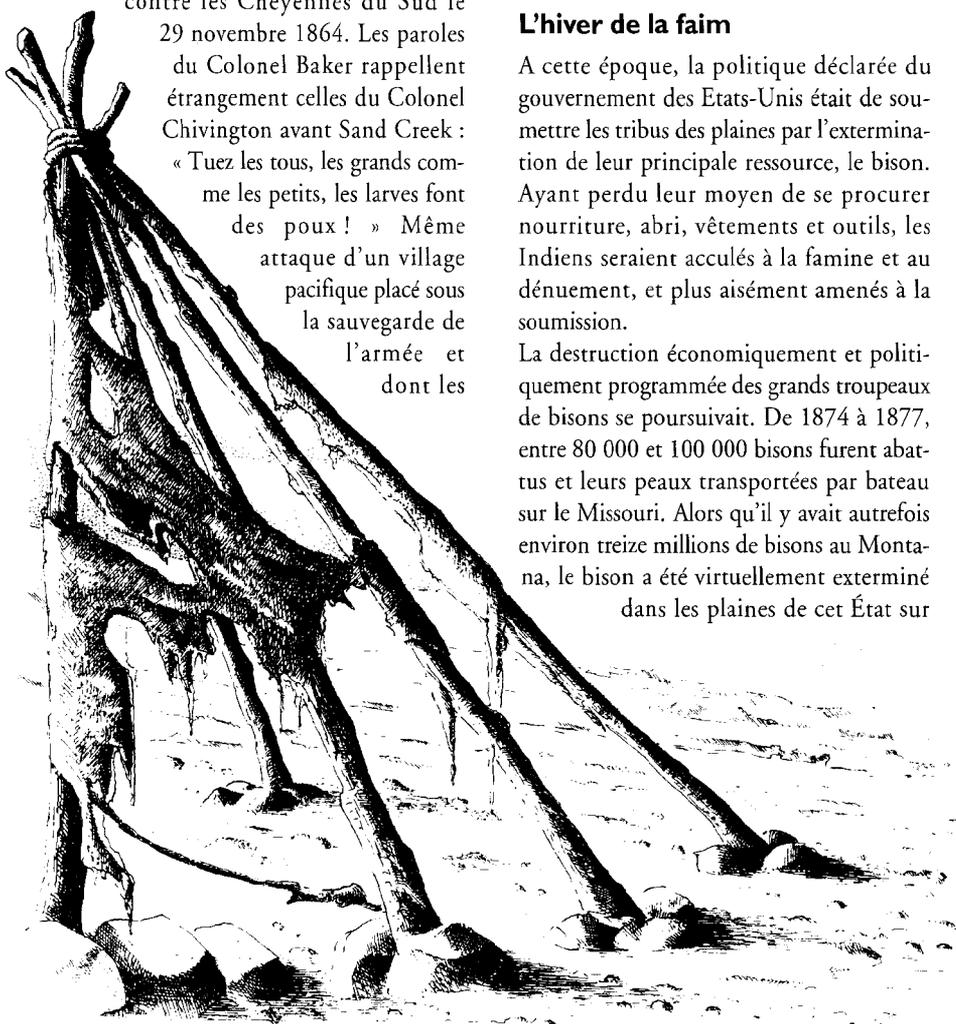
impropres à la consommation ou détournées par des agents corrompus. En ce seul hiver, plus de six cents Blackfeet périrent de faim.

En octobre 1884, les Blackfeet tentaient une opération désespérée pour se procurer de la viande de bison et les peaux qui leur permettraient de passer l'hiver. Ils atteignaient les Sweetgrass Hills où ils rencontrèrent des bisons, rescapés du grand massacre auquel se livraient les Blancs depuis une dizaine d'années. Ce fut la dernière chasse au bison accomplie par des Indiens connue dans l'histoire des Etats-Unis. Les Blackfeet, comme les autres Indiens des Plaines dont la vie dépendait totalement du bison, avaient perdu leur indépendance et étaient devenus totalement tributaires des rations du gouvernement.

Chantage et trahison

Quelques années plus tard, en 1888, au comble de la misère et du désespoir, ils étaient contraints de vendre la plus grande partie de leurs anciennes terres à bisons, simplement pour survivre. Des quelques 8 millions d'hectares qu'ils possédaient encore, il ne leur resta plus qu'environ 700 000 hectares. En quelques années, tout le reste dut être vendu pour s'assurer la nourriture, les vêtements, le matériel agricole et autres outils indispensables pour survivre dans le monde "civilisé" de l'homme blanc. Ils perdaient notamment leurs Sweetgrass Hills bien aimées qui ont été ensuite incluses dans la réserve de Fort Belknap.

En 1895, les annuités dues aux Indiens par traité - et pour lesquelles justement ils avaient dû sacrifier la presque totalité de leurs terres - furent « suspendues » et une intervention militaire imminente fut même évoquée. Les agents du gouvernement firent à nouveau des offres de nourriture et d'argent en échange d'un nouvel abandon



de terres. Il s'agissait cette fois des chaînes de montagnes situées à l'ouest de la réserve, et que certains supposaient être riches en or et autres métaux précieux. Pendant plusieurs jours, les chefs blackfeet résistèrent aux pressions des émissaires du gouvernement, refusant de vendre. Mais durant une rencontre informelle dont il n'a pas été gardé de traces écrites, les Blackfeet furent "persuadés" d'accepter l'offre du gouvernement. L'argument avancé par les Blancs était que, puisque les Blackfeet étaient destinés à devenir des fermiers - selon la loi de lotissement des terres en propriétés privées, connue sous le nom de *loi Dawes* - ils n'avaient pas besoin de garder tant de terres.

L'histoire orale des Blackfeet, ainsi que certains documents gouvernementaux indiquent que la tribu avait fini par accepter



une location de la partie montagneuse de la réserve pendant une période de cinquante ans. Pourtant, l'*Accord de 1896* fut enregistré comme une vente, et la tribu perdit la belle région de montagnes qui bordait la réserve à l'ouest. Comme, finalement, on n'avait pas trouvé d'or, le Parc National du Glacier était créé en 1910. Les deux tiers de la bande de terres cédée (volée...) en 1896 devenaient la moitié est du parc. Le troisième tiers, situé juste au sud du tracé du Great Northern Railroad et de l'actuelle autoroute n° 2, fut intégré dans la Lewis and Clark National Forest et devint connue sous le nom de Blackfeet Unit, puis plus récemment, de Badger-Two Medicine - la "Rivière des Deux-Médecines" coule juste au nord.

Préserver notre héritage

Ces textes ont été écrits par deux jeunes Blackfeet d'une classe de 3^e de la communauté de Heart Butte, près de Badger-Two Medicine et sont parus dans le journal "Glacier Reporter" en janvier 1993.

Cette terre appelée "Badger" (le Blaireau) appartient à la tribu blackfeet. Je pense qu'elle doit rester intacte parce que c'est un lieu sacré pour les Blackfeet. Cette chaîne de montagne a une importante signification pour le peuple blackfeet. J'y suis allé de nombreuses fois et j'ai vu l'endroit où la compagnie pétrolière essayait de faire des forages. S'il leur est permis de forer, ils vont chasser les animaux sauvages de la zone de chasse. Les rejets iront dans la rivière et empoisonneront les animaux sauvages et le bétail. Si la tribu en donne l'autorisation, ils construiront une route de 10 km à travers Goat Mountain Plateau dans la "bande de terre cédée" (en 1896).

Je pense que les Blackfeet n'aimeraient pas aller à Badger et voir une tour de forage sur le site sacré ou sur la zone de chasse. Il faut s'arrêter et réfléchir aux tours de forage qui sont maintenant sur toute la réserve. Est-ce que les gens en retirent réellement des bénéfices ? Tout ce que nous avons eu, c'est 50 dollars pour Noël. Est-ce que Goat mountain Plateau vaut 50 dollars ? Je suis contre cela. Et vous ?

Galen Bullsboe

Pourquoi ces gens essaient-ils de nous tuer et de polluer notre eau et notre air ? Pourquoi le gouvernement donne-t-il le droit à ces gens de forer des puits ? A mon avis, cela revient à tuer nos Anciens. Les forages pétroliers rendront malades les gens et le bétail. Voulez-vous que ces choses nous arrivent vraiment ? Je prie tous les esprits pour que cela n'arrive pas. Je pense que tous ceux d'entre vous qui entendent parler du projet de forage feraient bien de se demander s'ils veulent que la réserve dure encore longtemps. Si vous voulez maintenir la chasse et la pêche, vous feriez bien de dire quelque chose qui influencera la réponse de la tribu. Tout le monde sur la réserve a le droit de dire quelque chose à ces gens qui veulent ruiner notre terre.

Mitchell Messenger



Enfants blackfeet portant leurs costumes de "grass dancers" au pow-wow de Heart Butte, Montana, 1992

Après le bison... le loup,

Le monde créé par Napi avait connu de nombreux changements au début de ce siècle, qui avaient affecté non seulement les Blackfeet et leur pays, mais aussi de nombreuses formes de vie sauvage qu'il avait placées sur cette terre.

Le loup gris des Rocheuses

Il est dit que les Blackfeet traditionnels ne tuaient jamais un loup, estimant qu'il est une "bonne médecine" (1), disons qu'il est porteur d'un "pouvoir spirituel". Le respect qu'ils ont pour cet animal, mis en évidence par la croyance que « le fusil qui tire sur un loup ou un coyote ne tirera plus jamais droit », se fonde en partie sur la légende du loup qui donna de la nourriture à une jeune femme blackfeet qui s'était échappée d'un camp ennemi où elle était retenue prisonnière et la ramena jusque chez elle.

En dépit du respect que les Blackfeet portaient à cet animal, le loup gris des Montagnes Rocheuses, élément important de l'écosystème de l'ouest fut, dans les années 1930, virtuellement éliminé du pays de Napi. La disparition du bison laissait au loup peu de proies disponibles. Mais les moutons et les bovins avaient remplacé le bison et c'est à eux que s'attaquait désormais le loup. La destruction du bétail par les loups s'ajoutant à la crainte et à la haine générale qu'on leur portait, provoqua d'intenses efforts pour les éliminer du pays (2). La campagne d'extermination du loup qui s'en suivit dura près

de soixante-dix ans. Des primes étaient données pour leur abattage. Des trappeurs et des chasseurs avaient été officiellement engagés dans le but d'éliminer les loups de l'ouest, même sur les parcs nationaux (3).

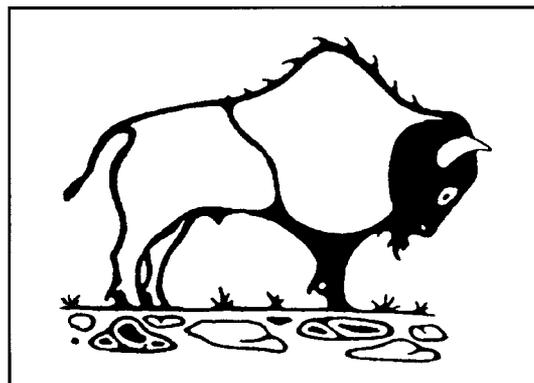
On estime qu'entre 1870 et 1877, 750 000 loups avaient été tués au Montana. Plus de 300 000 dollars furent payés en primes pour l'abattage de 80 000 loups supplémentaires entre 1883 et 1918. En 1915, une loi ordonnait l'extermination des loups sur les terres fédérales. En application de cette loi, 24 000 loups furent encore éliminés des terres de l'ouest avant 1942 - en fait les derniers loups qui subsistaient. Durant le cours d'une vie humaine, le hurlement du loup avait été réduit au silence dans le pays blackfeet.

L'esprit guérisseur du grizzly

Les Blackfeet avaient pour l'ours grizzly le même respect que pour le loup. Le grand ours est toujours considéré comme l'un de leurs plus puissants esprits guérisseurs et guides spirituels.

Une ancienne légende raconte qu'un grand grizzly vint en aide à un guerrier blackfeet blessé et le sauva en le ramenant à son camp. Avant de le quitter, l'ours exigea du jeune homme que son peuple s'engage à ne jamais tuer un grizzly. Aujourd'hui, les anciens parmi les Blackfeet vous diront qu'il n'y a jamais eu de cas de grizzly attaquant un Blackfeet parce qu'ils respectaient l'ours et avaient appris à vivre côte à côte avec lui.

Le grizzly, dont l'habitat s'étendait à travers les Plaines jusqu'au Missouri est un autre élément important de l'écosystème des Montagnes Rocheuses. Le nombre de grizzly était peut-être de cent mille sur les dix-sept États de l'Ouest. La



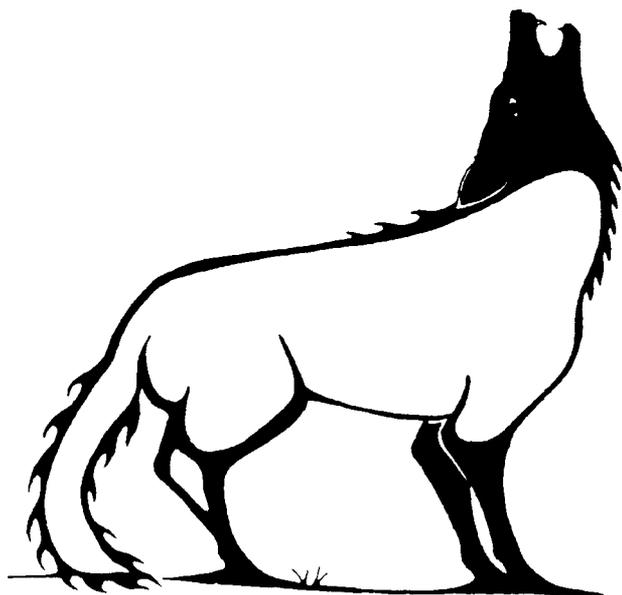
diminution du nombre de leur proies, la perte de leur habitat ont considérablement réduit leur population. En soixante années, de 1840 à 1900, l'implantation humaine et les activités qui lui sont associées ont maintenant réduit cette population à seulement 1 % de sa taille et à environ 2 % de son habitat originel.

En plus de l'ours et du loup, de nombreuses espèces sauvages des Montagnes Rocheuses ont eu à souffrir de l'implantation humaine. Les empiétements sur leur habitat, une chasse non réglementée, et la chasse commerciale extensive nécessaire pour ravitailler les villes en plein développement qui se construisaient sur tout l'ancien territoire des Blackfeet, tout cela réduisit considérablement le nombre d'animaux sauvages.

L'élan aussi

Au début de ce siècle, les grands troupeaux d'élan qui autrefois s'étendaient pratiquement d'une côte à l'autre avaient été exterminés. Les survivants ne représentaient pas plus de 1 % de la population de 1840. Un ranger de l'Office des Forêts raconte, en 1905, qu'après « un voyage d'un mois à travers la région des rivières Blackfoot et Swan, de la branche sud de la Flathead, de la Sun et de la Teton », son équipe « n'avait pas rencontré de gros gibier ». En 1908, on estime qu'il ne restait pas plus de 500 élan dans la région de la branche ouest de la Sun River. L'expansion humaine qui avait détruit l'élan affectait également les autres espèces sauvages, notamment les aigle et autres grands rapaces.

Cependant, des mesures furent bientôt décidées pour enrayer la dégradation de la vie sauvage. Des réglementations plus strictes de



l'élan et le grizzly

la chasse combinées avec une protection des habitats furent prises ; pourtant le nombre d'animaux sauvages continuait à diminuer. En 1913, la réserve de gibier de la Sun River fut établie sur le "front" des Rocheuses. Les troupes d'élans et de cerfs commencèrent à se reconstituer. Des aires de protection de la vie sauvage comme Blackfoot-Clearwater, Ear Mountain, Blackleaf Canyon et la réserve de gibier de la Sun River furent créées pour soutenir ces efforts. Actuellement, les populations d'élans du Bob Marshall Wilderness Complex et des zones avoisinantes se montent à environ dix mille animaux.

Des mesures utiles mais bien tardives

La loi de 1973 sur les espèces menacées offre une protection fédérale au grizzly en danger et au loup gris menacé. La plupart des terres situées sur le front des Montagnes Rocheuses, y compris Badger-Two Medicine, sont gérées en tenant compte en priorité des besoins du grizzly. Entre 700 et 900 grizzly habitent encore l'ouest américain, vivant pour la plupart dans les Rocheuses du Nord, au Montana. Avec environ 550 ours, l'ensemble formé par le Parc National de Glacier et le Bob Marshall Wilderness Complex renferme la population de grizzly la plus nombreuse et la plus saine des Etats-Unis.

Pendant, la réduction de leur habitat et les effets du développement mettent toujours ces ours en danger et, en considérant de telles menaces, de nombreux biologistes sont sceptiques quant à la survie du grizzly dans les cent années à venir.

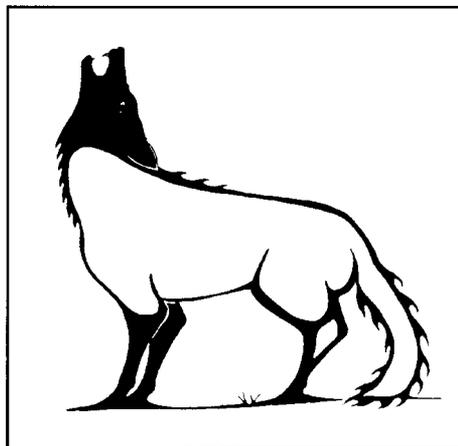
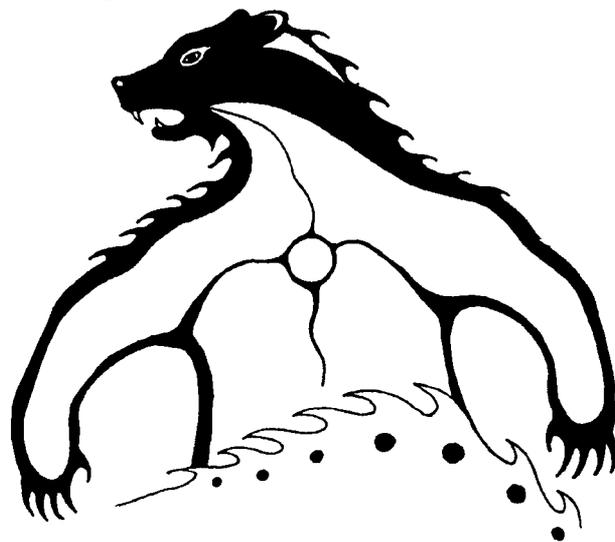
Le loup gris est également protégé par la loi sur les espèces menacées. L'Office Fédéral pour la pêche et la vie Sauvage a désigné l'écosystème des Northern Rockies comme l'une des zones d'application de son plan de réintroduction du loup dans les Montagnes Rocheuses. Le site de Badger-Two Medicine est au cœur de cet écosystème et considéré comme "écologiquement idéal" pour l'application de cette mesure.

En 1985, de sa propre initiative, une meute de douze loups venant du Canada passa l'hiver dans le Parc National du Glacier. L'année suivante, l'une des femelles de la meute donnait naissance à la première portée de louveteaux enregistrée dans l'ouest

des Etats-Unis depuis cinquante ans. Depuis ce moment, de nombreux loups se sont répandus à travers l'ouest du Montana et des individus ont été aperçus à quarante-sept reprises. La présence de meutes a également été observée.

Bien qu'encore souvent la cible de plus d'un rancher mécontent, le loup, longtemps absent, est enfin de retour sur la terre blackfeet.

La biorégion des Rocheuses du Nord, dont Rocky Mountain Front et Badger-Two Medicine sont parties intégrantes, constitue la plus vaste zone de développement de la vie sauvage des Etats-Unis. Cinq écosystèmes majeurs y ont été identifiés. Elle renferme les plus grandes forêts primitives existant encore dans les régions tempérées de la planète.



Badger-Two Medicine, un paradis pour la vie sauvage

Aujourd'hui, le "front" et en particulier Badger-Two Medicine, est le refuge de beaux troupeaux d'élans, du plus gros troupeau de bighorns d'Amérique, de chèvres de montagne, de cerfs à queue blanche. L'original, l'ours noir, le puma, le lynx partagent cette terre avec le blaireau, le glouton, le renard, le castor, la loutre, la truite, l'aigle et l'épervier. Le "front" est l'un des rares endroits où le grizzly s'aventure dans la prairie, son ancien habitat.

Des espèces menacées ou en voie d'extinction, comme le loup gris, l'aigle chauve, le faucon pèlerin, et de nombreuses espèces végétales rares, dont beaucoup ne se rencontrent nulle part ailleurs, ont trouvé refuge sur cette terre encore préservée.

Or cette région exceptionnellement riche et vivante, est menacée... par des forages pétroliers !

1 - Le mot "médecine" ("medicine" en anglais) employé dans des expressions en rapport avec les cultures indiennes a le sens général de "spirituel, sacré, chargé de pouvoir".

2 - Les Indiens n'ont jamais éprouvé la terreur du loup comme les Européens. Ils le considéraient plutôt comme un ami, un partenaire, admirant ses qualités de courage et de dévouement à sa famille. Luther Standing Bear écrivait en 1931 dans *The Land of the Spotted Eagle* : « C'est seulement pour l'homme blanc que la nature était sauvage, seulement pour lui que la terre était infestée d'animaux "sauvages" et de peuplades "barbares". Nous vivions comblés des bienfaits du Grand Mystère... »

3 - L'élimination du loup sur les parcs nationaux aux Etats-Unis a entraîné une prolifération des herbivores. Il y a sur le parc de Yellowstone, au Wyoming, un important surpâturage qui pousse les grands herbivores, notamment les bisons, à quitter le parc.



Des forages pétroliers à Badger-Two Medicine ?

Bénéficiant de complicités au plus haut niveau de l'Etat américain, des compagnies pétrolières ont obtenu des permis de forage. Cette autorisation donnée aux compagnies risque de créer un précédent qui constituerait une menace pour tous les autres sites naturels encore épargnés par le "développement".

Les intérêts du "développement" ont déjà gravement affecté la terre blackfeet. Le gouvernement de l'Alberta, au Canada, a construit un barrage sur Oldman River (la rivière de Napi) et les Sweetgrass Hills, qui font maintenant partie de la réserve Gros Ventre-Assiniboine de Fort Belknap, sont dévastées par les mines d'or utilisant du cyanure (voir Nit. n° 36, p. 8).

Badger-Two Medicine, inclus dans la "Clark and Lewis Forest", est une terre sous statut fédéral gérée par l'Office national des forêts des Etats-Unis. C'est donc à Washington que les décisions sont prises. Trois sites ont été loués par l'Office National des Forêts pour la recherche du pétrole et du gaz naturel. Ce sont Blackleaf Canyon au centre, Rogers Pass (Cadotte Creek) au sud et Badger-Two Medicine (Hall Creek) au nord.

Dès 1982, la compagnie belge *Fina* et sa filiale *Chevron-USA* avaient acheté des droits de prospection pétrolière à Badger-Two Medicine, pour le prix très modeste d'un dollar l'acre. Une prospection par ondes sismiques commençait, avec des effets dévastateurs sur la faune sauvage (voir Nit. n° 35, p.6).

En 1983, la compagnie déposait une demande de permis de forage sur le site de Hall Creek, au nord de Badger-Two Medicine, à quelques kilomètres du Parc du Glacier et de la réserve blackfeet. Les services chargés d'évaluer l'impact des forages sur la vie sauvage reconnaissent que le projet « affecterait » les grizzlys, les loups, les faucons pèlerins et les aigles et risquait d'entraîner des pluies acides nuisibles pour la forêt.

Une large protestation

Les risques pour la santé et même pour la vie humaine ne sont pas négligeables. Outre l'énorme pollution prévisible des lacs, des cours d'eau et des nappes phréatiques, les émissions d'hydrogène sulfuré représentent



Floyd Heavy Runner, traditionaliste pikuni devant Badger-Two Medicine

un risque d'explosion, comme cela s'est produit en 1982 à Lodgepole, en Alberta, dans une formation géologique analogue.

Pourtant en 1984, *Fina* déposait une seconde demande de permis de forage pour Goat Mountain, dans la partie sud de Badger-Two Medicine.

Des pressions au plus haut niveau

Les écologistes, les Blackfeet traditionalistes, ainsi qu'une majorité d'habitants de la région concernée, réussissaient pendant plusieurs années à différer l'autorisation. Une cinquantaine de procès étaient intentés contre l'Office des Forêts, quatorze mille signatures étaient recueillies, plusieurs manifestations avaient lieu et de nombreux voyages à Washington étaient entrepris pour contacter des membres du Congrès. Des manifestations contre la compagnie *Fina* se déroulaient en Europe, à Vienne, Munich et Francfort.

Mais les compagnies continuaient à exercer d'intenses pressions sur l'administration fédérale, tant à Washington que sur le terrain. Elles n'allaient pas tarder à trouver des

auxiliaires dévoués chez certains élus et fonctionnaires fédéraux. Les élus du Montana favorables au développement de la région s'efforçaient d'obtenir les autorisations de forage, en dépit de la vive opposition d'une large majorité de la population locale.

Quelques mois avant la guerre du Golfe, l'Office des Forêts diffusait un document intitulé "Une stratégie pour remédier à la situation dans le Golfe Persique", où le bureau gestionnaire des forêts des Etats-Unis indiquait son intention d'exploiter toutes les ressources pétrolières qui pourraient être trouvées sur les terres fédérales. Ce document désignait Badger-Two Medicine comme l'un des sites à exploiter en priorité : « Deux forages très prometteurs ont été retenus sur Badger-Two Medicine. Nous devons les mettre en exploitation. Toutes les demandes de forages encore en instance doivent être accordées immédiatement ».

A la fin de l'été 1991, des appels déposés contre la décision de l'Office des Forêts et le Bureau d'Aménagement Foncier permettaient de différer d'un an l'exploitation. Quelques jours plus tard, le directeur généré-

ral de l'Office des Forêts faisait pression sur le directeur régional chargé des forêts du Montana pour qu'il démissionne. Ce fonctionnaire, qui avait eu le tort de vouloir s'opposer à des coupes d'arbres massives, révélait les noms des sénateurs et des collaborateurs du Président Bush qui faisaient pression pour que les permis de forages soient rapidement accordés.

En janvier 1993, un sous-secrétaire du Ministère de l'Intérieur du gouvernement Bush donnait à la compagnie pétrolière *Fina* une autorisation de forage à Badger-Two Medicine sur le site de Hall Creek, exactement six jours avant le départ du Président Bush...

Un moratoire d'un an

La compagnie prenait aussitôt des dispositions pour commencer l'exploitation et se préparait à construire des routes et à installer ses engins de forage. Mais en avril, le nouveau Ministre de l'Intérieur, Bruce Babbitt, considérant l'indignation publique suscitée par cette décision et sous la pression du Sénateur Baucus et du Député Williams, élu du Montana, suspendait l'autorisation de forage et accordait un moratoire d'un an sur l'exploitation de Hall Creek. Les forages auraient donc pu commencer dès le printemps 1994. Mais un vice de forme existait dans l'acte autorisant les forages signé par le Président Bush. Le moratoire a donc pu être prolongé jusqu'au 30 juin 1995.

Il est donc plus que jamais nécessaire qu'une pression internationale massive s'exerce sur l'administration américaine (1). Les premières déclarations des partisans des



forages laissent espérer un gisement pétrolier considérable. Or, une étude faite par l'Office des Forêts lui-même indiquait qu'il n'y avait que 0,45 % de chance de découvrir un gisement exploitable à Badger-Two Medicine. De plus, les forages prévus n'apporteraient que très peu d'emplois à long terme. L'afflux temporaire de travailleurs attirés par les travaux de forage pourrait même avoir un effet très négatif sur l'économie des communautés voisines (demande accrue de logements, renchérissement du coût de la vie, etc.).

Créer un précédent

Quant aux effets sur la faune et la flore des travaux de prospection, des forages, de la construction de routes, de l'exploitation proprement dite, du transport... et des plus que probables fuites et incidents divers, il est inutile de s'attarder dessus. Pourquoi alors, dira-t-on, s'engager dans une opération qui promet d'être si peu rentable ?

C'est sans compter avec la perversité des compagnies pétrolières et des politiciens qui soutiennent leurs intérêts. Ils tiennent à créer un précédent. S'ils parviennent à imposer des forages pétroliers dans l'une des régions naturelles les plus riches et les mieux préservées des Etats-Unis, au cœur même de l'habitat du loup gris et du grizzly, et qui plus est sur une "terre de traité", la terre la plus sacrée de l'une des grandes tribus indiennes, alors ils auront gagné. Comment pourra-t-on après cela leur refuser, à eux et à leurs semblables, des permis d'exploitation « au nom de la protection de la nature » ? Comment pourra-t-on refuser l'exploitation pétrolière demandée dans le "Refuge de l'Arctique pour la vie sauvage", en Alaska, qui est l'aire de vêlage des caribous dont dépend la nation Gwich'in d'Arctic Village (voir Nit. n° 31) ? Que deviendront alors toutes les lois des années 1970-80 sur la protection des espèces menacées, sur la notion "d'impact environnemental" ? Elles deviendront caduques. Rien ne s'opposera plus à la mise à sac des derniers îlots de vie sauvage des Etats-Unis - et, avec l'*Accord de Libre Echange Nord-Américain*, on ne voit pas pourquoi cela se limiterait aux Etats-Unis. Cela montre combien la situation est sérieuse, combien il est nécessaire de protester.

1 - Nous vous avons informés de l'urgence de la situation dans notre numéro 40 (p.8) en lançant une campagne de lettres de protestation adressées au Président Clinton et à la Compagnie *Petrofina* à Bruxelles. Si vous n'avez pu vous procurer le n° 40, demandez-nous ces modèles de lettres (pensez à l'enveloppe timbrée). Même si la date du 30 juin est passée, écrivez quand même, cela ne sera pas inutile.

Aidez le peuple blackfeet à défendre sa terre sacrée. Aidez à la préservation de l'écosystème unique des Rocheuses du nord.

A l'aide de ce dossier, écrivez pour exiger l'interdiction des forages pétroliers et autres formes destructrices de développement dans la zone appelée "Rocky Mountain Front", en particulier à Badger-Two Medicine. Il n'est pas indispensable d'écrire en anglais.

Adressez vos lettres à

President Bill Clinton
The White House, 1600 Pennsylvania Avenue,
Washington DC 20500

Vice President Al Gore
president of the Senate US Senate,
Washington DC 20510

Bruce Babbitt
Secretary of the Interior
1849 C street NW
Washington D.C. 20240

Bruce Vento, Chairman
National Parks, Forests & Public Lands Subcommittee,
US House of Representatives
Washington D.C. 20240

George Miller, Chairman
US House of Representatives
Natural Resources Committee
Washington D.C. 20515

Badger-Two Medicine une terre sacrée

Badger-Two Medicine est pour les Piegan, les Blackfeet du Sud, une terre sacrée, la terre qui leur a été volée par l'odieux traité de 1896 et où ils ont gardé certains droits que les traditionalistes veulent continuer à exercer. C'est leur dernière terre naturelle, telle qu'elle est sortie des mains de Napi, le Créateur. La région de Badger-Two Medicine a pour les Piegan une forte signification spirituelle. Elle est située sur "l'épine dorsale du monde", la ligne de partage des eaux du continent, le domaine de l'esprit puissant du Tonnerre...

La loi de 1978 sur la liberté de religion des indigènes américains reconnaissait aux tribus indiennes le libre accès à leurs sites sacrés afin d'y prier et d'y tenir des cérémonies. Il va de soi que, pour avoir une signification spirituelle, ces sites sacrés doivent être conservés dans leur état naturel. C'est évidemment parce que cette région s'est, jusque là, trouvée préservée qu'elle est toujours une terre sacrée pour le peuple blackfeet.

On entend parfois dire : « On ne va tout de même pas rendre toute l'Amérique aux Indiens ! » Les Indiens sont réalistes, ils n'en demandent pas tant...

Les Apache ont le sommet du Mont Graham, les Sioux ont les Black Hills dont ils ne réclament qu'une petite partie, les Lakota et les Cheyenne ont Bear Butte, les tribus de Californie du nord ont le Mont Shasta, la Grande Roue Médecine du Wyoming était utilisée par plusieurs tribus des Plaines du Nord, les Pue-

blos de Taos avaient Blue Lake (et ils l'ont récupéré) et les Blackfeet ont Badger-Two Medicine. Cela ne fait pas beaucoup, ce n'est pas "toute l'Amérique".

Des ressources pour vivre

Les Blackfeet ne sont pas opposés à toute activité minière. Les Piegan ont dû accepter des forages pétroliers sur leur réserve du Montana. Beaucoup de traditionalistes le déplorent, mais la tribu a un besoin absolu des "royalties" qui lui sont versées et qui constituent plus de la moitié de ses ressources. Les fonds fédéraux qui permettent d'entretenir - très mal, d'ailleurs - les hôpitaux, les écoles, les routes, sont en diminution constante depuis le début des années 1980. Il faut bien que la tribu se procure des ressources financières. Les Indiens vivent dans le monde des Blancs où il faut de l'argent, beaucoup d'argent pour vivre. Les concessions qu'ils ont dû faire les incitent d'autant plus à

vouloir préserver leur dernière terre naturelle, leur dernière terre sacrée, Badger-Two Medicine.

Dès 1973, le Conseil Tribal des Blackfeet-Piegan déclarait "site sacré" la région de Badger-Two Medicine. Pour les Piegan, c'est la demeure des Esprits, c'est là qu'ils viennent depuis toujours pour prier, rechercher des visions, communiquer avec le Créateur. Cette région, située sur la ligne de partage des eaux du continent est, justement, appelée par les Blackfeet "l'épine dorsale du monde". C'est le domaine du plus puissant des Esprits, celui qui a donné aux Blackfeet la pipe sacrée du tonnerre. C'est là que leurs hommes et femmes "médecine", leurs anciens viennent chercher les herbes médicinales, les plantes sacrées nécessaires aux cérémonies.

Cette terre qui leur a été volée il y a exactement 100 ans par le chantage à la famine, par le mensonge, par une honteuse trahison, représente un lien historique et spirituel fort avec leur passé.

Les Piegan veulent pouvoir continuer à vivre dans leur magnifique pays, à chasser et effectuer leurs cueillettes traditionnelles, comme les y autorise le traité de 1896, sur l'ensemble de la zone cédée. Le gouvernement leur a déjà retiré ce droit en 1910 sur le Parc national du glacier. L'un des membres du conseil tribal faisait un jour remarquer que Badger-Two Medicine demeurait « l'un des rares endroits où l'on peut encore s'allonger sur le ventre et boire directement dans les rivières ».

Et si c'était au Sinaï...

En 1984 deux membres de la tribu blackfeet formaient, avec des écologistes, *Glacier-Two Medicine Alliance* pour s'opposer aux deux projets de forages de la compagnie *Fina*.

En 1987, sept traditionalistes Piegan formaient la *Pikuni Traditionalists Association* pour la défense de leur héritage culturel.

Badger-Two Medicine



D.R. Conring West

En 1989, une ancienne "société guerrière", la Brave Dog Society, conduite par le chef traditionnel Floyd Heavy Runner, entamait le combat pour la défense de la spiritualité blackfoot menacée à Badger-Two Medicine - il y a lieu de penser que cette société traditionnelle n'avait jamais complètement disparu.

Buster Yellow Kidney, un traditionaliste pikuni, fait remarquer que le Mont Sinai, haut lieu de la culture juive, est également situé dans une région pétrolière. Il n'a, heureusement, jamais été question de rechercher du pétrole au voisinage immédiat du Mont Sinai. Ni l'Égypte, ni Israël, ni probablement les chrétiens ne l'auraient toléré. Pourquoi les religions indiennes ne jouiraient-elles pas de la même protection et du même respect ?

La survie de la planète

Les Blackfeet croient que Napi, le créateur, a

enfermé sous la terre les gigantesques créatures qui s'étaient révoltées contre ses commandements - celles du monde des serpents, le premier monde, que nous identifions à l'ère des dinosaures et qui, de manière métaphorique, représentent le mal. Selon Floyd Heavy Runner, « quand vous creusez des puits de pétrole, vous amenez le monde des serpents à la surface de la terre, où il n'est pas supposé être. Nous pensons qu'il doit demeurer dans le sol, et si vous considérez le mal que le monde des serpents nous cause aujourd'hui, vous voyez que nous avons raison ».

Floyd suggère ainsi que les grandes perturbations apportées par l'homme à l'état "naturel" de la terre, aux choses "telles qu'elles ont été voulues par le créateur" entraînent des catastrophes à l'échelle planétaire : la déforestation massive, l'énorme pol-



lution de l'air et des eaux ou encore les conflits armés pour le contrôle des combustibles fossiles...

UNE PROTECTION LEGALE POUR BADGER-TWO MEDICINE

Comme l'ensemble de "Rocky Mountain Front", Badger-Two Medicine n'est pas une zone protégée. Le développement industriel, en particulier le développement minier, y est donc possible. Dans cette région, seuls le "Bob Marshall Wilderness Complex" et le Parc National du Glacier sont des zones écologiquement protégées.

Quatre projets de loi sont actuellement présentés devant le Congrès.

- 1) S.2125 - *Montana Jobs Security & Land Protection Act* présenté par le sénateur Burns - Ce projet, établi avec l'accord des compagnies, exclut l'ensemble de "Rocky Mountain Front" de la protection et désigne Badger-Two Medicine comme une zone à développer en priorité.
- 2) H.R.2473 - *Montana Wilderness Act of 1994* présenté par le député Williams - ce projet offre une bonne protection pour l'ensemble de la région, en excluant cependant des zones importantes. Il propose un moratoire de cinq ans pour Badger-Two Medicine. Ce projet prévoit de faire choisir les traditionalistes blackfeet devant siéger à la commission par le conseil tribal, à quoi s'oppose la "Blackfeet Brave Dog Society".
- 3) S.2137 - *Montana National Forest Management Act of 1994* présenté par le sénateur Baucus - Ce projet ressemble au précédent, mais les zones protégées y sont encore plus réduites. De plus, il prévoit de faire choisir les représentants des traditionalistes blackfeet... par le ministre de l'agriculture (!)
- 4) H.R.2638 - *Northern Rockies Ecosystem Protection Act (NREPA)* présenté par le député Maloney - Ce projet étend la protection à l'ensemble des Rocheuses du Nord, sur les états du Montana, Idaho, Wyoming, Washington, Orégon, couvrant plus de 600 000 hectares. L'ensemble de "Rocky Mountain Front" est totalement protégé. Le projet prévoit la réhabilitation des terres érodées et endommagées. Il permet aux Indiens d'utiliser cette région à des fins culturelles et spirituelles.

Ce projet de loi a reçu le soutien total de la "Blackfeet Brave Dog Society" et des autres Indiens traditionalistes de la région concernée, ainsi que de 32 % des habitants, selon un récent sondage - le double du soutien accordé à chacun des autres projets.

TEMOIGNAGE DE FLOYD HEAVY RUNNER DEVANT LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS

Je veux remercier le président Vento et les membres de la Commission pour m'avoir invité à m'exprimer aujourd'hui.

Il est de mon devoir de soutenir la loi pour la protection de l'écosystème des Rocheuses du Nord (*Northern Rockies Ecosystem Protection Act - NREPA*)

Cette proposition rejoint la philosophie générale des tribus indigènes et en particulier celle du peuple de langue blackfeet de Badger-Two Medicine Rivers.

Je félicite ceux qui ont présenté cette proposition de loi pour le respect qu'ils montrent envers la communauté de langue blackfeet et la manière dont elle choisissait traditionnellement ses porte-parole. Ceci est en accord avec la Déclaration universelle des droits de l'homme qui protège les droits politiques, civiques et culturels des minorités ethniques. NREPA et son article à propos de Badger-Two Medicine sont aussi en accord avec les pouvoirs réservés de la constitution blackfeet et l'affaire "Santa Clara Pueblo v. Martinez" reconnaissant les droits des tribus historiques à exercer leurs lois coutumières.

Aucune autre proposition de loi présentée devant cette Chambre ne respecte ma culture et mes droits à choisir selon nos lois traditionnelles la personne qui parlera pour moi et pour ma culture au sein de la commission proposée.

Ceux qui soutiennent NREPA ont finalement tenu compte de mes préoccupations en tant que leader culturel, et ont montré leur volonté de protéger les droits de l'homme aux Etats-Unis. Je vous prie donc de donner force de loi au *Northern Rockies Ecosystem Protection Act*. Merci.

Témoignage présenté devant la Commission pour les parcs nationaux, les forêts et terres publiques de la Chambre des représentants par Floyd Heavy Runner, chef de la "Brave Dog Society" de la Nation blackfeet, le 12 avril 1994.

Combat au pays originel

Crique damnée
Tempête rugissante
Silencieuse cime enneigée. Des lieues au Nord trop éloigné, corridor de notre passage.
Elle montre ses cicatrices. Nous avons coupé les barbelés en morceaux. Disséquée comme une grenouille, le ver, tondue comme un mouton.
Nous tournons, tête vers la façade ouest.

Ils... nous nous battons pour n'être qu'un suffisamment honorés pour rompre et semer, diviser et vendre, consumer, user-abuser, gâcher-produire, tuer.

Le ciel de plomb reflète notre honte, notre péché nuages noirs roulant à travers la plaine.
Des jours après, j'ai oublié les barbelés, disparues sont les criques fertiles.
Mon monde. Criques affaissées
Tempête rageuse
Cimes gémissantes.

Espérant dévaler entre les rochers
Nous sommes observés par les yeux des arbres.
Sous les couleurs changeantes nous courons, ralentis
par les couches de la nouvelle chute de neige
criques gelées
Tempêtes rageuses
Crie cime crie.

Mich Carey - (traduction : Viviane Charpentier)

Rencontres...

“Okce!”... C'est la façon de saluer chez les Blackfeet. Cette histoire se passe en septembre 1992, lors d'une randonnée le long de Badger Creek, qui borde Goat Mountain, au cœur de Badger-Two Medicine. La neige recouvrait encore la terre après la tempête de la nuit et, comme nous traversions un affluent de Badger Creek, un groupe de cinq ou six cavaliers blackfeet passa à vive allure. Celui qui menait arrêta son cheval et nous demanda si nous avions vu des ours noirs. Non. Nous étions trop occupés à regarder où nous mettions les pieds, courbés sous le poids de nos énormes sacs. Je remarquai que des licols étaient attachés à leurs selles de façon que chacun soit indépendant des autres. J'en fis la remarque à celui qui s'était arrêté pour nous parler. Il répondit : « Nous suivons simplement la tradition ». Il ajouta : « Depuis vingt ans que nous sommes revenus ici, vous êtes les premiers que nous rencontrons. » J'ai compris qu'il souhaitait que cela continue et que les autres respectent des lieux comme celui-ci afin qu'ils puissent continuer à y venir et à y vivre dans la tradition. Il a souri. Ils souriaient tous volontiers, leurs chevaux déjà excités, prêts à repartir. Ils avaient des fusils dans des étuis attachés à leurs selles et quand nous leur avons demandé ce qu'ils chassaient, l'un des hommes nous a répondu qu'ils chassaient l'élan, mais que leur véritable intention était de jouir du pays et de la compagnie les uns des autres. S'ils étaient assez chanceux pour tuer un animal, cela ne ferait qu'ajouter un plus à leur expérience. Ils devaient aussi rapporter des baies, bien que l'année n'y soit pas favorable. L'usage traditionnel de la terre se poursuivait. Deux jours avant, nous avions rencontré un Blackfeet qui conduisait une camionnette chargée de branches de pin. Il portait ce bois à un camp installé près de Badger Creek où il serait utilisé pour chauffer les pierres d'une *sweat lodge*. Ils recherchaient une certaine plante, dont ils n'avaient trouvé que très peu. Beaucoup plus était nécessaire. Cela leur causait du souci, car cette plante était indispensable pour une cérémonie de renouveau. Sans cela, il pourrait y avoir une cassure dans le cycle de la vie [...]



Buster Yellow Kidney, traditionaliste et guérisseur, qui conduit des cérémonies et organise des camps spirituels, appelle Badger-Two Medicine sa “pharmacie”. Il y trouve les différentes plantes qui lui servent à soigner. Molly Kicking Woman, une femme blackfeet, trouve là la peinture rouge et les autres couleurs utilisées dans les cérémonies. Les jeunes comme les anciens utilisent ces terres sacrées pour leurs recherches de vision, pour lesquelles le silence et la solitude sont nécessaires.

Bien que ce territoire ait été cédé au gouvernement fédéral en 1896, les Blackfeet y ont gardé un droit de chasse, de pêche et de ramassage du bois. Beaucoup de Blackfeet louaient des pâturages où ils font paître leurs chevaux et leur bétail. [...]

La nuit précédant notre départ pour cette randonnée lointaine, nous avons rencontré Leslie Shaw, blackfeet, professeur à Browning - la capitale de la réserve. Elle nous a raconté son histoire, une histoire qu'il n'est pas facile de partager avec des étrangers. Elle nous a dit à quel point à l'école, étant enfant, elle était honteuse de son ascendance indienne et comment ses parents partageaient cette façon de voir. Elle avait grandi en désirant être blanche et en partageant les idéaux des Blancs.

Mais, à l'occasion d'une randonnée à cheval qu'elle faisait avec son mari dans la région de Badger-Two Medicine, elle avait découvert que l'Office des Forêts avait autorisé des compagnies à faire des tests par ondes sismiques pour la recherche du pétrole et du gaz. Elle avait alors réalisé quelle menace ce genre de recherches représentait pour la faune sauvage. Elle et son mari avaient participé à la lutte pour empêcher ces forages et protéger la faune. Puis elle s'était informée sur la signification culturelle et religieuse de cette terre pour le peuple blackfeet. Elle avait ainsi renoué avec les traditions de son peuple. Aujourd'hui, Leslie apprend la langue blackfeet et l'enseigne même aux autres. Elle participe aux cérémonies. Elle est maintenant fière de son héritage. C'est la terre qui a donné cela à Leslie.

La terre donne généreusement à tous ceux qui la respectent et l'honorent.

Extrait d'un texte de Susan VanRooy

“Comme des ombres sur la terre”...



Dans son très beau roman, *Comme des ombres sur la terre* (collection Terre Indienne, Albin Michel), James Welch nous raconte, sous la forme d'une "chronique d'hiver", l'histoire de son peuple, les Pikuni, Blackfeet du Montana.

Les lecteurs du roman auront reconnu dans Floyd Heavy Runner, chef de la "Brave Dog Society", le descendant de Coureur Puissant (en anglais : Heavy Runner) de la nation pikuni, le chef sage et respecté qui trouve la mort durant le massacre de Marias River, près de la rivière des Deux-Médecines, en janvier 1870, quelques jours après avoir signé un traité de paix et d'amitié avec le général Sully. Ils découvriront aussi l'ancêtre de Buster Yellow Kidney dans le personnage de Rein Jaune, celui qui revient mutilé d'une expédition contre les Crow. Trompe-le-Corbeau (Fools Crow), le jeune héros du roman, qui ne pourra rien faire pour sauver les siens du massacre, est aussi un personnage authentique.

Mais pour qui connaît James Welch, piegan par son père, gros-ventre par sa mère, le personnage le plus émouvant est certainement celui de la jeune-femme, l'épouse de Trompe-le-Corbeau. C'est Peinture Rouge, la propre grand-mère de James Welch, celle qui, blessée, échappe au massacre de Marias River, près de Badger-Two Medicine, il y a juste 125 ans...

« Je ne l'ai personnellement jamais con-

nue », dit James Welch, « mais chaque soir, elle racontait à mon père sa vie d'avant, quand il y avait encore des bisons dans la prairie. Le fait qu'elle ait pu s'échapper de Marias River, malgré une balle dans la jambe, avec une poignée d'hommes, rend ce massacre encore plus tragique pour moi. »

Il nous dit comment, en écrivant ce roman, il s'est peu à peu imprégné de l'esprit de ses ancêtres, de leur vision du monde : « Après un début difficile, cet univers m'est devenu si familier que rien de ce que j'écrivais ne me paraissait étrange... De nombreux Indiens qui pourtant ne pratiquent pas les coutumes ancestrales se sentent en communauté d'esprit avec ces rites. »

Mais écoutons James Welch répondre aux questions de Francis Geffard directeur de la collection *Terre Indienne* aux éditions Albin Michel...

Francis Geffard – *James Welch, vous êtes écrivain, poète, romancier. Vous présentez-vous comme un auteur américain, ou plutôt comme un auteur indien ?*

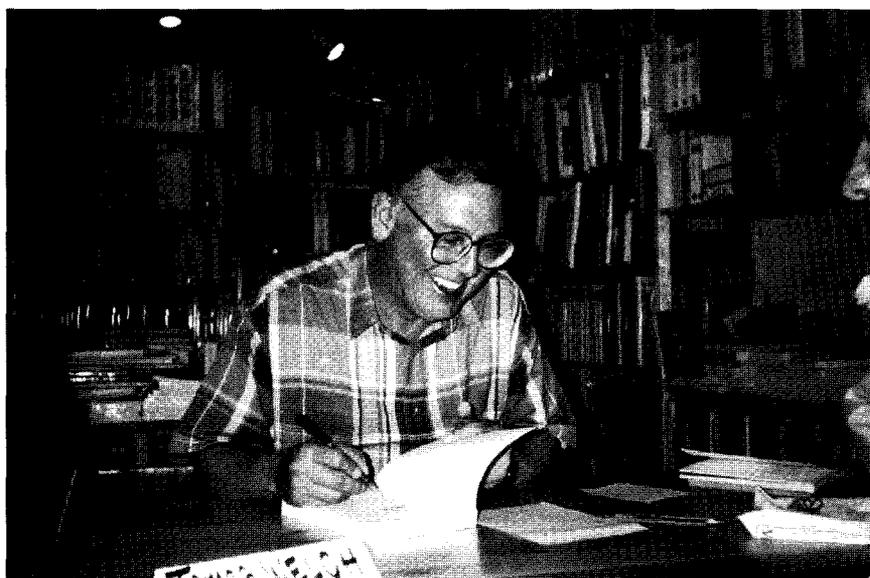
James Welch – Je suis un écrivain américain.

Je pense que la littérature indienne fait partie intégrante de la littérature américaine.

F. G. – *Quelles sont les diverses influences de la littérature indienne sur la littérature américaine ?*

J. W. – Je ne pense pas qu'elle ait apporté de grands changements. Certains thèmes nouveaux sont sans doute apparus : les romans de Momaday ou de Silko abordent le problème de ces Indiens qui reviennent sur la réserve après avoir vécu une aventure très douloureuse, la guerre : comment ils réapprennent à vivre au milieu de leur peuple et pansent leurs blessures. On retrouve souvent ce thème du retour ainsi que celui de la quête de l'identité, pas seulement l'identité personnelle, mais l'identité de la tribu, du peuple, comme dans *L'hiver dans le Sang*.

Je pense que ces thèmes vont s'affiner avec le développement de la littérature indienne et que d'autres vont être abordés, en particulier ceux de la vie des Indiens en zone urbaine, car de plus en plus d'Indiens s'installent en ville. La littérature indienne a été



James Welch à la librairie Mille Pages, en juin 1992

© Christine Nouvian

repliée sur elle-même et les écrivains indiens cherchent, à travers leurs œuvres, leur propre identité.

F. G. – Comme des ombres sur la terre *est-il un retour à vos racines ?*

J. W. – Effectivement, j'ai eu besoin de situer mes personnages dans un cadre précis. Je voulais également montrer comment vivaient les Indiens des Plaines avant l'invasion des blancs qui leur ont imposé leur culture et les ont réduits à la survie. Avant cette époque, la vie était riche, saine, fondée sur les traditions, presque idyllique. Les bisons les nourrissaient, ils se faisaient la guerre, volaient des chevaux. Leur but n'était pas de tuer leurs ennemis, mais d'être honorés. Ils vivaient pleinement, totalement responsables de leur destinée. J'ai voulu montrer ce contraste avec la vie contemporaine où les gens sont désespérés au point, pour certains, de sombrer dans l'alcoolisme.

Personnellement, j'ai eu besoin d'écrire sur les traditions car elles font partie de l'expérience indienne. Afin d'écrire sur les Indiens, il faut se sentir concerné par les traditions, l'essentiel n'étant pas de les pratiquer, mais de les connaître. La politique du gouvernement, pendant des années, a eu pour but de tenter de faire oublier aux Indiens leurs traditions...

Il faut s'investir en allant à la découverte des traditions de son peuple, de sa langue. Je ne connais qu'un seul écrivain indien qui parle la langue de sa tribu. Les traditions, ce sont également les bains de vapeur, l'écoute d'un sage, d'une personne âgée, une "quête de vision". Essayer de recréer cette vie traditionnelle peut nous aider spirituellement à

affronter le monde contemporain. Mais je connais peu de gens désireux de s'engager à ce point ; vous faites alors le compromis d'apprendre à connaître les traditions de votre peuple sans pour autant les appliquer.

F. G. – *Toute votre œuvre traite de l'indianité à travers les Blackfeet. Est-ce un choix délibéré de votre part, une sorte d'urgence ?*

J. W. – Les Indiens vivent en tribu et chaque tribu se distingue des autres. Malheureusement, pour la majorité des gens, un Indien est un Indien. En ce qui me concerne, je connais les Blackfeet et les Gros-Ventre car ma mère était en partie gros-ventre, et nous avons vécu sur cette réserve quand j'étais enfant... En écrivant *Comme des ombres sur la terre*, je vivais véritablement une expérience spirituelle et je n'aimais pas l'univers qui m'entourait. Je me sentais différent et j'aurais aimé conserver cet état d'esprit mais il m'a fallu "retourner" au XX^e siècle.

J. G. – *Pouvez-vous nous dire quelques mots sur les cultures blackfeet et gros-ventre ?*

J. W. – Ce sont des Indiens des Plaines comme les Sioux, les Crow, les Cheyenne, les Assiniboine. L'arrivée du cheval avec les Espagnols leur a apporté mobilité et pouvoir car avant, il leur était très difficile de se déplacer et de tuer du gibier. Le cheval était un signe de richesse, tout comme les femmes. Vous étiez un homme riche si vous pouviez faire vivre trois femmes et dix à douze enfants, et si vous possédiez un troupeau de trois cents chevaux. Le cheval s'est très bien adapté à ces régions de plaines.

F. G. – *Comment ce monde a-t-il pris fin ?*

J. W. – Avec l'arrivée des Blancs et l'établissement du système des réserves. Depuis 1860 environ, le territoire des Indiens a diminué de plus en plus, jusqu'à être réduit à la taille des réserves actuelles. Ce fut un grand bouleversement pour ces peuples car, au même moment, les bisons disparurent de façon très brutale, la politique du gouvernement étant celle du massacre systématique des bisons, afin de réduire les Indiens à un état de dépendance.

F. G. – *Quelle est votre opinion sur l'avenir de la société indienne ?*

J. W. – Aujourd'hui, sur les réserves, le gros problème est économique ; rien n'est offert aux Indiens. Ils en arrivent à perdre tout respect d'eux-mêmes ; en découlent alcoolisme, suicides, familles brisées. D'où le rôle important des traditionalistes qui poussent les jeunes à croire dans les traditions car elles peuvent les aider à vivre dans un monde sans espoir. C'est aux Indiens eux-mêmes de décider s'ils veulent continuer à être dépendants des gouvernements fédéraux, ou s'ils veulent essayer d'attirer certaines branches d'industrie sur les réserves. Mais sur la plupart d'entre elles, rien de ce genre ne va se passer. Je ne crois pas que la situation s'assainisse avec le temps. Le gouvernement considère les Indiens comme des enfants incapables d'autonomie et beaucoup d'Indiens sont tombés dans le piège et agissent effectivement comme des enfants afin que le gouvernement s'occupe d'eux. Dans la société blanche, il y a deux catégories de personnes : celles qui vivent près des Indiens, et celles qui pensent que les Indiens sont paresseux, sans valeur, sales, malhonnêtes, etc. Aux Etats-Unis, les gens sont davantage concernés par les problèmes des Noirs d'Afrique du Sud, des Kurdes, du Salvador. Pourtant, existent tous ces gens qui étaient les premiers à vivre dans ce pays, qui souffrent énormément et dont les habitants de New York, Kansas City ou Los Angeles ignorent l'existence. On parle du problème des minorités aux Etats-Unis sans jamais mentionner les Indiens, comme s'ils n'existaient plus.

F.G. – *Merci, James Welch.*

Nous remercions Francis Geffard qui nous a permis de publier son interview de James Welch, réalisée au printemps 1994

Les Aymara en quête de reconnaissance

Nitassinan a reçu en juin 1994 Waskar Chukiwanka, responsable de la Coordination Nationale des Peuples Indigènes de Bolivie (C.N.P.I.). En Bolivie, les Indiens représentent plus de 85 % de la population (dont Aymara, Quechua, Guarani...) et vivent dans les communautés, en zones rurales, mais aussi dans les faubourgs des villes. Lors de sa tournée en Europe, Waskar Chukiwanka a réitéré son appel à la vigilance des organisations de soutien aux peuples indigènes envers le gouvernement bolivien. Nous publions ci-après son message à Nitassinan.

La coordination nationale des peuples indigènes en Bolivie a été créée le 14 novembre 1993, avec la participation d'organisations politiques indiennes comme le M.I.T.K.A. (mouvement indien Túpac Katari (1)), le P.I. (parti indien), le M.U.J.A. (mouvement universitaire Juliana Paza). Etaient également présente une organisation culturelle indienne, la C.I.O., qui regroupe différentes associations s'occupant de projets de développement rural et d'éducation.

Je veux apporter un message à l'opinion publique européenne, je veux lui dire que nous, peuples indiens, sommes toujours présents, nous résistons, nous affirmons notre culture malgré les 500 ans d'oppression que nous avons subis. Rien ne pourra contredire cette réalité : la population, la culture, le territoire, les faits historiques prouvent l'existence d'une nation indienne. En Bolivie, tout comme au Pérou ou au Chili, en fait dans le territoire appelé Qullasuyu (2) par les Anciens, nous gardons nos valeurs sociales, culturelles, politiques et nous poursuivons la lutte politique de nos grands-parents, de nos frères qui ont donné leur sang, leur force de travail, pour le bien-être de notre peuple.

L'État bolivien est né le 6 août 1825 (date de mauvaise augure pour les peuples indigènes) de l'appropriation de notre territoire sur la base de la soumission de nos peuples. Nous autres, Aymara, Quechua et Guarani,



nous poursuivons depuis lors notre résistance face à l'État bolivien colonialiste.

Nous avons vécu 500 ans de souffrance, de faim et de misère, 500 ans de disgrâce, de génocide, d'atrocités. Depuis les premiers temps de la couronne espagnole et de la papauté, nos territoires ont été usurpés, nos ressources minérales ont été pillées, et un génocide a été commis envers notre peuple. La République de Bolivie ne fait que continuer cette forme d'exploitation et de soumission de nos peuples indiens.

Simon Bolivar (3) fut l'un de nos principaux ennemis. Il a détruit nos *ayllu* (4), nos communautés. Il a détruit toute forme de pouvoir de nos autorités indigènes traditionnelles. Aujourd'hui, le gouvernement bolivien continue de détruire nos communautés avec ses lois. Les trois lois que le gouvernement du président Sanchez de Lozada a édictées ont pour but de détruire, de désintégrer totalement l'Indien. Le gouver-

nement bolivien actuel poursuit la politique du M.N.R. (mouvement nationaliste révolutionnaire). Le M.N.R. a pris le pouvoir suite de la révolution du 9 avril 1952 qui avait été faite par nos pères, nos grands-pères et qui a été usurpée au profit d'une oligarchie dominante.

Le régime au pouvoir en 1952 a mis en place la réforme agraire, la nationalisation des mines, la réforme éducative et le suffrage universel. Ces mesures ont été appliquées de 1952 à 1956.

Mais l'objectif de ces décrets était de "bolivianiser" l'Indien, pour l'intégrer à l'État bolivien. La réforme agraire a consisté à s'approprier les terres communautaires pour les diviser en petits lopins individuels. Quant à la nationalisation des mines, elle a profité aux intérêts de l'oligarchie dominante.

Ces décrets avaient un but avoué : créer un nouvel homme bolivien. Ils ont échoué et l'objectif de convertir les Indiens en citoyens boliviens n'a pas été atteint. Ces échecs n'ont pas changé les positions du gouvernement. En 1994, les lois du gouvernement Sanchez de Lozada renforcent et poursuivent les dispositions des décrets de 1952 à 1956. Cette année, le M.N.R. a approuvé trois lois : la loi de participation populaire, la loi de capitalisation et la réforme éducative.

La participation populaire était un slogan de la gauche bolivienne ; il a été repris par le gouvernement au pouvoir par démagogie.





Le gouvernement essaie de convertir l'Indien en citoyen, comme il avait voulu le convertir en paysan en 1952. Cette loi de participation a pour effet de ne pas reconnaître l'*ayllu*, ou seulement comme communauté paysanne ou groupement de voisins. Elle ne prend pas en compte toute l'organisation politique inhérente à l'*ayllu*, l'autodétermination, l'autonomie millénaire de la communauté indienne.

De même, cette loi de participation populaire ne reconnaît pas les autorités souveraines, les autorités indigènes millénaires du *jilaqata*, du *kuraka*, ou du *mallku* (5). Elle prétend seulement les forcer à s'assujettir à une reconnaissance juridique, pour les soumettre au pouvoir du maire, du sous-préfet et autres autorités publiques. Pour ainsi dire, la loi de participation populaire, reconnaît l'*ayllu* seulement dans la mesure où les autorités indigènes se soumettent à l'autorité publique de l'Etat. Elle prétend reconnaître les *ayllu* comme organisations territoriales de base⁶. Ceci est une humiliation pour notre peuple. Notre peuple a lutté des centaines d'années pour maintenir son autodétermination et sa souveraineté, son existence indépendante à l'intérieur de son territoire. De plus, aucun Indien, aucun ouvrier, aucun paysan, n'a participé à l'élaboration de cette loi qui se prétend être "de participation populaire". Ce terme est donc erroné. De toute façon, il n'y a aucun représentant indien au sein du gouvernement, ni d'ailleurs aucun représentant d'ouvriers ou de paysans boliviens.

La deuxième loi, dite loi de capitalisation, prétend privatiser l'*ayllu*, c'est-à-dire qu'elle essaie de convertir le territoire de la communauté en propriété privée. Cette loi voudrait instaurer un libre commerce des terres, avec la création d'une banque de terres. En fait, l'Etat bolivien veut exploiter la terre et

les ressources du sous-sol, vendre les terres des communautés aux grands propriétaires terriens. Cette loi est la clé de l'instauration d'une politique ultra-libérale en Bolivie.

La troisième loi, celle de la réforme éducative a été approuvée par le parlement en juin 1993. Elle a été instaurée dans la continuité du code national de l'éducation de 1956.



© Christine Rosengard

« 500 ans d'esclavage : récupérer la terre et l'autodétermination » - manifestation du 1^{er} mai à Sucre, Bolivie

C'est une loi discriminatoire, qui différencie les écoles de zone rurale et les écoles de zone urbaine. Il est sous-entendu que les écoles de zone rurale accueillent majoritairement des enfants indiens. Cette loi établit la "bolivianisation" de l'Indien, pour créer "l'homme nouveau", le citoyen métis de Bolivie ! Déjà, en 1979, des partis politiques indiens comme le M.I.T.K.A. ou le P.I. avaient proposé l'éducation bilingue plutôt que la politique de "castillanisation" de l'Etat. Le gouvernement actuel a donc repris à son compte, pour des raisons électoralistes, les idées des partis indiens en prétendant en avoir la primeur !

Mais le gouvernement n'a pas réellement pris comme objectif l'éducation bilingue, puisqu'elle se limite à la première année de scolarité (NdT : l'équivalent du cours préparatoire en France). De la deuxième année jusqu'au lycée, l'éducation se fait en espagnol. En fait, ils utilisent les langues

indiennes comme instrument de "castillanisation". Il n'existe pas de projet d'éducation en langue quechua, aymara ou guarani à long terme. Il existe des projets de matériels pédagogiques (alphabets muraux, livres, cahiers) en langue indigène seulement pour le cours préparatoire (NdT). Il n'en existe pas pour les autres classes. De toute façon, ils n'ont pas non plus l'intention d'en arriver là. Ce qui les intéresse, c'est la publicité donnée à ce projet en vue des campagnes électorales de 1995 et 1997. Aucun Indien ne participe à l'élaboration de cette réforme éducative. Ceux qui ont fait ces propositions en faveur de l'éducation bilingue ne sont pas réellement des Indiens et nous croyons, nous, que ce projet sera un échec, comme ce fut le cas au Pérou sous le gouvernement de Velasco Alvarado (1968-1975), quand la langue quechua est devenue seconde langue officielle au Pérou sans la participation des Indiens quechua.

En Bolivie, les Indiens ne participent pas à l'élaboration des lois, ni au développement, ni à l'administration du pays. Le M.N.R., parti au pouvoir, fait croire au monde que les problèmes avec les Indiens ont été résolus par la présence du vice-président Victor Hugo Cardenas, qui se dit indien, alors qu'il a renié son nom indigène dans le passé. Maintenant, Victor Hugo Cardenas est utilisé par le gouvernement ultra-libéral. Dans un entretien accordé à un journaliste français à Lyon, il reconnaît qu'il n'est pas au pouvoir mais au gouvernement. Et c'est vraiment la réalité. Nous disons même qu'il n'a pas accès aux centres décisionnels du gouvernement bolivien, mais se trouve sur les "marches du palais". Le gouvernement bolivien ment à l'O.N.U., aux peuples et aux Etats du monde en affirmant qu'un Indien est arrivé au pouvoir.

En avril 1994, et jusqu'à la première semaine du mois de mai, la C.O.B. (confédération ouvrière bolivienne) a décrété la grève générale et illimitée. Cette grève a été particulièrement suivie par les maîtres d'école (de zones rurale et urbaine), et notamment les maîtres aymara et les fédérations des *ayllu* de Potosi et Chuquisaca. Deux Indiens ont été tués au cours des manifestations, l'un à Potosi, l'autre à Chuquisaca. On ne peut donc vraiment pas dire que le gouver-



nement est du côté des Indiens. Le gouvernement ne fait rien. Il a seulement approuvé les trois nouvelles lois. Nous avons donné notre point de vue quant à la question indigène. Pour nous, le M.N.R. se sert des Indiens pour maintenir l'oligarchie au pouvoir pendant cent ans, voire cinq cents ans ou mille ans. Cette oligarchie prétend contrôler l'Etat. Elle vole nos symboles indigènes. Elle achète les votes des Indiens et s'approprie les discours indigènes.

Je suis venu en tournée en Europe pour démentir la version du gouvernement bolivien. Ce n'est pas vrai, il n'est pas du côté des Indiens. La preuve en est donnée par la grève générale : elle montre le rejet du gouvernement par la population indigène. La confédération paysanne a signalé fin 93 que le vice-président, Victor Hugo Cardenas, n'était pas du côté des Indiens. Un autre parti avait même signalé que le vice-président était un homme de paille, sans aucun pouvoir dans le gouvernement. L'oligarchie bolivienne veut nous tromper sur ses vrais desseins. C'est pourquoi, je voudrais prévenir les Européens, afin qu'ils soient vigilants face à la répression du gouvernement bolivien envers les populations indigènes, qui représentent plus de 85 % de la population totale du pays.

Nous tirons la sonnette d'alarme : les autorités boliviennes ont toujours exercé un contrôle indirect sur les représentants indigènes, elles les ont utilisés et manipulés pour que les Indiens se battent entre eux. Nous ne voulons pas d'un "Rwanda" en Bolivie. Nous ne voulons pas que les populations indiennes s'entre-tuent. En ce moment, en Bolivie, on entend dire que les Quechua ont pour uniques ennemis les Aymara et vice versa... De même, Nathan Wachtel (7) signale dans un de ses livres que les Uru (8) ont été détruits et assassinés par les Aymara. On assiste en quelque sorte

à l'instauration d'une division au sein des peuples indiens. Nous dénonçons ces attitudes de division. Elles peuvent nous conduire à un génocide entre frères, entre Indiens.

Entretien, transcription et traduction réalisés par Christine Rosengard.

1. M.I.T.K.A. (mouvement indien Túpac Katari) : mouvement d'universitaires, né dans les années 60, intégré plus tard à la Confédération des Travailleurs. Ce mouvement s'est fait le porte-parole des revendications indigénistes au sein de la société bolivienne. Túpac Katari était un Indien du nord-Potosi, commandant d'une rébellion contre les Espagnols en 1781.

2. Qullasuyu : nom de l'antique territoire aymara, qui comprenait la majorité de la Bolivie actuelle, une partie du Pérou et du Chili.

3. Simon Bolivar : (1783-1830) Général métis allié aux mouvements d'indépendances du Venezuela et de la Colombie, il a fait capituler les Espagnols à Ayacucho au Pérou (1824) et a créé l'Etat bolivien en 1825, ainsi nommé en son honneur.

4. ayllu : communauté indigène et organisation politique, sociale et économique de ces communautés. (Sur l'ayllu, et sur les Aymaras en général, relire *Nitasiman* n° 7)

5. jilaqata, kuraka, mallku : autorités traditionnelles des communautés. Elles sont élues et représentent leurs communautés à l'extérieur, ont le pouvoir de convoquer et de diriger les assemblées de paysans, de régler les litiges. Elles jouent aussi un rôle religieux en présidant les rituels.

6. Organisations territoriales de base (O.T.B.) : suite au programme de décentralisation lancé par le gouvernement, les villages administratifs, les coopératives et les communautés paysannes ont dû faire des démarches administratives pour se faire reconnaître et avoir le statut d' O.T.B..

7. Nathan Wachtel : ethnologue français, membre du Collège de France.

8. Uru : Indigènes de Bolivie.

Ateyapi

Fondée il y a environ 2 ans par un enseignant de Rapid City, l'association « Ateyapi » (être père) se propose de restituer aux hommes lakota leur rôle traditionnel de protecteur et d'éducateur auprès des jeunes garçons. L'association emploie des éducateurs qui servent de conseillers auprès des jeunes en difficultés scolaires et familiales. L'expérience, encore récente, a donné des résultats très encourageants. En été, les jeunes ont participé à un camp traditionnel. L'hiver dernier, ils ont aidé des vieillards en leur apportant de la nourriture, du bois et du fuel.

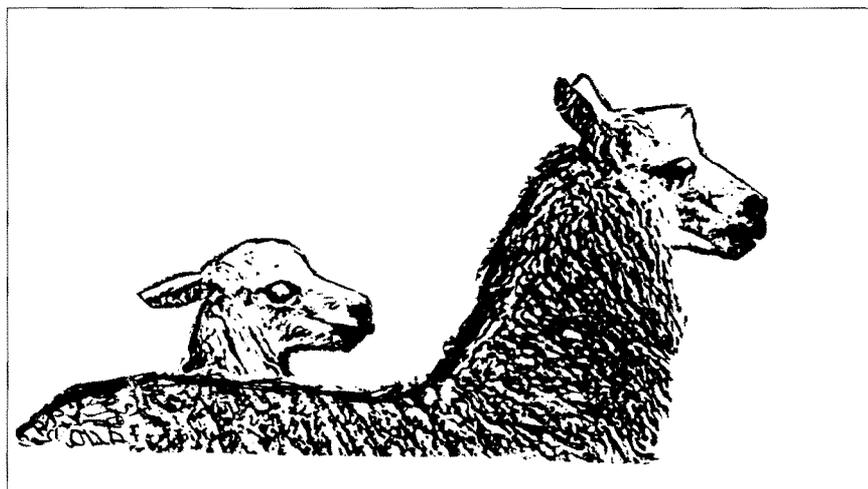


Misère des écoles indiennes

Les difficultés de fonctionnement des écoles indiennes sont dramatiques : bâtiments non-entretenus, problèmes de sécurité, manque de matériel. Il paraît que le BIA ne donne pas aux écoles indiennes tout l'argent que le Congrès a voté pour elles - où cet argent passe-t-il ? Au Minnesota, au Dakota du Nord et du Sud, des classes fonctionnent dans des mobile-homes depuis plus de 20 ans. "Loneman School", sur la réserve de Pine Ridge, a vu son budget de fonctionnement divisé par deux alors que ses effectifs doublaient. L'école arrive à fonctionner grâce à un bingo ! "Little Wound School", à Kyle, a construit une nouvelle école, devenue indispensable, avec l'argent de la tribu. Le BIA refuse de reconnaître cette école et de lui accorder des crédits de fonctionnement.

Redskins

Le nom de l'équipe de football "Washington Redskins" est jugé offensant par beaucoup d'Indiens. "Redskins" (peaux rouges) est l'équivalent de "niggers" (nègres) pour les Noirs. Un tribunal de commerce a donné raison aux Indiens, mais les dirigeants de l'équipe se défendent « au nom de la liberté d'expression » ...



La démocratie mohawk

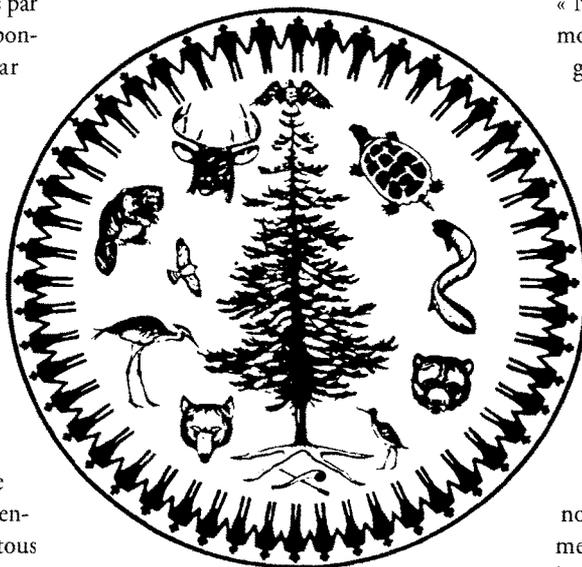
Vers le milieu du XVII^e siècle, les Iroquois contrôlaient une grande partie des territoires de l'Est de l'Amérique du Nord (1). Leurs puissantes structures sociales et politiques, ainsi que leur réputation de guerriers invincibles, faisaient d'eux des adversaires redoutables, autant pour les colons européens que pour les nations indiennes voisines. La Confédération Iroquoise fut fondée par les Mohawks. Lors d'un entretien réalisé en octobre 1994, Kenneth Deer, ancien chef du clan de la Tortue, nous a longuement expliqué le fonctionnement social, politique et spirituel de la société mohawk...

Nitasinan : Peux-tu nous expliquer l'organisation des clans dans la société mohawk ?

Kenneth Deer : Les Mohawks sont divisés en trois familles : les clans du Loup, de la Tortue et de l'Ours. Chaque clan est divisé en deux parties : les femmes et les hommes. Les femmes de chaque clan sont représentées par trois mères de clan, les hommes par trois chefs. Chaque mère de clan est responsable d'un chef. Ils fonctionnent par paires.

L'appartenance au clan est transmise par la mère. Si tu es né dans un clan, tu lui appartiens jusqu'à ta mort. Les femmes choisissent les dirigeants de chaque clan, elles nomment les chefs. Par exemple, s'il y a un poste vacant dans le clan de l'Ours, la mère de clan qui est responsable de ce poste doit trouver quelqu'un pour l'occuper. Les femmes vont donc chercher, au sein du clan de l'Ours, l'homme capable de remplir cette fonction, puis elles le présentent à la communauté. A ce moment tous les membres des deux autres clans peuvent récuser cette personne s'ils pensent qu'elle a commis un crime grave. Mais on ne se trouve que très rarement dans cette situation car les femmes font une enquête très minutieuse. Ce système est démocratique, on ne devient pas chef par hérédité. Tout le monde a l'opportunité de s'exprimer sur le choix des dirigeants. Le chef n'est pas nommé à vie, bien qu'il puisse occuper cette fonction jusqu'à sa mort s'il remplit correctement sa tâche et s'il est apprécié. Le chef est le porte parole de son clan. Le clan se réunit régulièrement afin de parler des problèmes et il fait part de ses décisions aux trois chefs qui les exposeront en conseil. Il est évident que les membres de la communauté ne peuvent pas se réunir à chaque fois qu'il y a un problème à régler, ils font donc confiance aux chefs

pour régler les problèmes quotidiens. De leur côté, les chefs ne consulteront le peuple que pour des questions extrêmement importantes. Leur tâche n'est pas seulement politique, ils ont aussi des responsabilités spirituelles. Ce sont eux qui mènent les cérémonies.



N : Comment fonctionne le conseil des chefs ?

K.D : Le conseil se tient dans la Longue Maison. Les neuf chefs sont assis près de la porte Est, direction du soleil levant qui symbolise l'homme. Les neuf mères de clan se trouvent près de la porte Ouest, direction de la lune, symbole de la femme. Chefs et mères de clan sont positionnés en forme de « U ». Les chefs du clan de la Tortue ont un rôle particulier, ils sont les gardiens du puits. Le chef assis au milieu est en quelque sorte le secrétaire du Conseil. Il a la liste de toutes les questions qui y seront abordées. Si une mère de clan ou un autre membre de la communauté, veut mettre un problème

en évidence, il en informe le gardien du puits. Il en prend note et, lors du conseil, sort symboliquement la question du puits et la présente aux autres chefs.

Prenons un exemple très simple comme... entrer en guerre contre les Français :

Le gardien du puits sort cette question et la présente aux Loups, à travers le feu central (2) : « Nous avons un message de nos parents mohawk. Ils veulent que nous partions en guerre, avec eux, contre les Français. Nous

vous proposons d'examiner cette requête ».

Ces derniers en discutent entre eux, puis un des trois Loups se lève et retourne le message aux Tortues : « Nous sommes d'accord, mais inquiets, car si nous partons nous laisserons nos femmes et nos enfants sans défense... ». A leur tour, les Tortues examinent les arguments des Loups. Après être parvenus à un consensus, ils s'adressent de nouveau aux Loups : « Nous comprenons votre inquiétude. Mais nous pensons que nous sommes suffisamment nombreux pour pouvoir laisser des hommes au village pendant que nous partons en guerre. Nous vous laissons réfléchir à cette proposition ».

Les Loups débattent et finissent par acquiescer. Les Tortues s'adressent à présent aux Ours. C'est seulement à ce moment que ces derniers entrent dans le débat. Le chef du clan des Tortues leur déclare : « Les Loups et les Tortues sont parvenus à un accord. Nous allons partir en guerre contre les Français, en laissant suffisamment d'hommes au village pour protéger nos femmes et nos enfants. C'est maintenant à vous d'examiner cette proposition ». Les Ours ont observé le débat depuis le début, s'ils ont des questions ou s'ils ont remarqué un vice de procédure ou un problème de rationalité dans la prise de décision, ils ont maintenant l'occasion de donner leur opinion. Ils peuvent, par

exemple déclarer aux Tortues : « Nous avons attentivement écouté vos arguments. Nous comprenons le besoin de partir en guerre contre les Français et de laisser des hommes à l'arrière, mais nous sommes très inquiets à propos des armes. Les Français ont des fusils et nous ne serons peut-être pas capables de gagner une guerre contre eux. Nous vous demandons d'examiner cet aspect du problème car nous ne voulons pas gaspiller la vie de nos hommes ». Les Tortues s'adressent directement aux Loups : « Vous avez entendu ce que les Ours ont dit. Nous vous demandons de réfléchir à cette objection ». Les Loups en discutent entre eux, puis ils répondent aux Tortues : « Certains de nos hommes savent où nous pouvons nous procurer facilement des armes. Nous serons à armes égales avec les Français... ». Les Tortues renvoient ce message aux Ours : « Nous sommes de nouveau parvenus à un accord. Nous vous laissons examiner cette décision ». Après avoir réfléchi, les Ours répondent : « Nous avons écouté les Loups et les Tortues et nous sommes satisfaits par la décision que vous avez prise ». Les Ours remettent cette décision aux mains du gardien du puits. Puis celui-ci se lève et déclare : « Sachez que les Ours, les Loups et les Tortues sont maintenant parvenus à un accord et que la décision est prise. Nous allons faire connaître cette décision à la communauté. »

Si les Ours ne sont pas d'accord, ils ne peuvent émettre que trois objections. Au terme de ces trois appels, s'ils ne peuvent pas convaincre les Loups et les Tortues, ils doivent retirer leurs objections pour préserver l'harmonie. Si les Loups et les Tortues ne parviennent pas à un accord et qu'ils se renvoient sans arrêt la question, un des deux clans peut se lever et dire : « Nous sommes dans une voie-sans-issue, il semble que nous ne puissions pas parvenir à un consensus... Nous vous proposons de demander l'avis des Ours ». Une fois qu'ils y sont invités, les Ours peuvent donner leur opinion. Qu'ils soient d'accord avec l'un ou l'autre des deux clans en conflit ou qu'ils aient une troisième opinion, ils vont essayer de sortir le débat de cette situation. C'est ainsi que nous parvenons à un consensus sur les questions abordées en conseil.

N : Le chef de guerre joue-t-il un rôle dans le conseil ?

K.D : Il y a effectivement un dixième chef, mais warchief est un mot anglais. Il n'y a pas d'équivalent mohawk à ce terme. Certains l'appellent "le grand couteau", mais en



Deganawidah le messager de paix

Deganawidah a, semble-t-il, vécu au XV^e siècle. D'après la légende, il est né dans un village Huron, sur les rives nord du Lac Ontario. A l'âge adulte, il s'est mis à parcourir les territoires des Iroquois afin de rétablir la paix entre les tribus. A cette époque, les Iroquois vivaient les heures les plus noires de leur histoire. Ils se livraient sans cesse des guerres sanglantes, motivées, la plupart du temps, par des vengeances personnelles et des questions de vanité. Le point culminant de cette violence quotidienne a sans

doute été la pratique du cannibalisme que les archéologues situent entre le XIV^e et le XVI^e siècle. "Mohawk" est d'ailleurs un terme algonquin qui signifie "les mangeurs d'hommes", le véritable nom des Mohawks étant Kanienkehaka, "le peuple du silex".

A cette époque troublée, Deganawidah est arrivé chez les Iroquois, allant de village en village, leur disant qu'il était un messager envoyé par le Créateur pour établir la Grande Loi de la Paix. Les Mohawks, impressionnés par sa force et son pouvoir, furent les premiers à accepter son message et devinrent les fondateurs de la Confédération Iroquoise. Puis, les Oneidas, les Onondagas, les Cayugas et les Senecas se sont joints à eux.

Le premier conseil de l'Alliance Iroquoise eut lieu à Onondaga Lake (situé dans l'actuel Etat de New York). Deganawidah y expliqua les termes de la Grande Loi de la Paix. Il planta le Grand Pin Blanc, symbole central de la Grande Loi, au pied duquel les Iroquois enterrèrent leurs armes. A la cime de l'Arbre de Paix, un aigle surveille et prévient la Confédération en cas de danger. Ses branches symbolisent les liens qui unissent les cinq nations et la protection que représente cette alliance. Ses racines évoquent les quatre points cardinaux ainsi que les principes de la vie iroquoise : force de l'esprit et du corps, justice équitable, puissance permettant de maintenir la paix et de se défendre des ennemis.

La nation réfugiée Tuscarora (originaire des Carolines) a rejoint l'Alliance vers 1714. Les grands conseils de la Confédération réunissent les cinquante chefs iroquois. Ils se tiennent toujours chez les Onondagas qui se situent au centre de la Confédération et sont, de ce fait, les gardiens du Feu Central. Par leur situation géographique, les Mohawks sont les gardiens de la Porte Est et les Senecas, ceux de la Porte Ouest. On retrouve cette configuration du feu central et des portes Est et Ouest dans la Longue Maison de chaque village iroquois où se tiennent les conseils locaux et les cérémonies religieuses. La Longue Maison, symbole de la Confédération, évoque les six nations comme membres d'une famille vivant sous le même toit.

Les historiens situent la création de la Confédération Iroquoise entre le XV^e et le XVI^e siècle.



Sources : People of the Pines, Geoffrey York et Loreen Pindera. Ed Little, Brown & Company (Canada) - 1991.

Traduction et mise en forme : Caroline Grenot.

général on dit le *headman* (littéralement : l'homme de tête N.D.T.). Son rôle est le suivant : si les chefs prennent une décision qui implique une entreprise qu'ils ne peuvent pas mener à bien (par manque de temps), le *headman* s'assure que tout sera fait comme prévu. Si les chefs décident par exemple d'une expédition de chasse, c'est à lui de la mettre en place. Le *headman* est aussi le garant des lois. Pendant le conseil des chefs, il observe le débat et il s'assure que les règles sont respectées. S'il remarque une irrégularité, il se lève et la corrige. N'importe quel autre des neuf chefs pourrait le faire, mais le *headman* assure le bon déroulement du conseil au cas où quelque chose échapperait aux autres chefs. C'est une sorte de juriste.



Le *headman* joue également le rôle de porte parole. Vous savez que les mères de clan ne peuvent pas s'exprimer pendant le conseil des chefs, mais si elles remarquent une irrégularité dans la procédure, ou si elles ont une question ou une objection, elles font appel à lui. Elles peuvent par exemple lui dire : « Dis aux chefs de la Tortue qu'ils oublient quelque chose, ce n'est pas ce que nous avons décidé avec le clan... » Ensuite, le apporte ce message aux chefs du clan de la Tortue. Les femmes ne peuvent pas parler, mais elles sont présentes au conseil et grâce au *headman* elles peuvent exprimer leur opinion.

N : Est-ce que le headman appartient à un clan ?.. Cela signifierait qu'un des clans a quatre représentants.

K.D : Non, traditionnellement, le headman n'appartient à aucun clan. Bien qu'il

puisse être Ours, Loup ou Tortue, quand il prend ses fonctions, il perd son appartenance à un clan. En fait, dans la Longue Maison, il est assis près du gardien du puits et coopère avec lui. Il ne doit donc pas monter de préférences. Il doit être strict et appliquer la loi de façon impartiale, aux autres comme à lui-même. La raison pour laquelle il n'a pas de clan, c'est qu'il ne peut pas prendre sa famille en considération et remplir correctement ses devoirs à la fois. C'est une position très difficile.

N : Tu nous as dit que les mères de clan étaient responsables des chefs. Tu veux dire que c'est parce qu'elles les nomment, ou est-ce qu'il y a une autre raison à cela ?

K.D : Elles doivent juste vérifier que les chefs accomplissent leur mission. C'est pourquoi elles ont le pouvoir de les démettre de leurs fonctions. C'est une réelle position de pouvoir !

N : Comment les chefs sont-ils révoqués ?

*K.D : Un chef peut être démis de ses fonctions s'il ne suit pas la volonté de son peuple. Dans ce cas, il reçoit deux avertissements. La première fois, c'est la mère de clan (qui lui correspond) qui l'avertira de changer de comportement. La deuxième fois, ce sera le *headman*. Si le chef persiste dans son comportement, il sera révoqué et mis en disgrâce. Le principe est de maintenir l'harmonie dans la communauté. Nous opérons par consensus afin que tout le monde puisse approuver les décisions. Comme vous avez pu le constater, la procédure qui mène aux prises de décision peut être un peu compliquée du fait que nous ne croyons pas à l'efficacité du vote.*

N : Les femmes ont donc une grande responsabilité dans la société mohawk ?

K.D : Oui. Bien qu'une femme ne puisse pas être chef, les pouvoirs sont égaux... ils sont différents, mais égaux. Les femmes ont un rôle très important à jouer dans la communauté. Certains diront qu'il y a de la discrimination parce que les femmes ne peuvent pas être chefs, mais les hommes ne peuvent pas non plus être mères de clan ! Je pense qu'entre les hommes et les femmes, il y a une véritable égalité en ce qui concerne les devoirs et les responsabilités.

N : Pourquoi les femmes choisissent-elles les chefs ?



K.D : Simplement parce que ce sont les femmes qui élèvent les enfants. De ce fait, elles sont les mieux placées pour reconnaître chez l'enfant un tempérament ou une personnalité de chef. Ce sont elles qui peuvent le mieux juger du caractère d'un homme. Ce n'est pas le plus fort ou le plus grand qui devient chef. Les hommes choisiraient probablement selon ce critère, mais les femmes offrent la sagesse et bien d'autres qualités... Voilà pourquoi ce sont elles qui nomment les chefs.

Entretien réalisé par Catherine Jeyakumar et Sylvain Duez-Alesandrini
traduction et mise en forme : Caroline Grenot.

1 - Ce territoire s'étendait approximativement du Québec au Tennessee et de la côte atlantique au fleuve Mississippi, et comprenait une partie des Grands Lacs.
2 - Toutes les transactions sont faites au-dessus du feu central qui symbolise la permanence de la Grande Loi de la Paix, donc de la Confédération Iroquoise.

La deuxième partie de cet entretien sera publiée dans notre prochain numéro.



Au carrefour des musiques

Au cours de leur tournée française, John Trudell et son groupe se sont arrêtés au Printemps de Bourges. Ayant souvent abordé ensemble des questions plus sérieuses, nous avons cette fois souhaité parler musique

Nitassinan : *C'est ta première vraie tournée en France. Est-ce que cela te plaît ?*

John Trudell : Ça me plaît beaucoup. Il est exact que c'est ma première vraie tournée en France. J'avais joué à Paris en 1990. Le public a toujours été bon et a vraiment réagi à notre musique. J'ai été très agréablement surpris car je m'inquiétais un peu de la barrière de langue.

N. : *Lors du concert parisien où Nitassinan était présent, beaucoup de gens nous ont demandé tes textes...*

J. : (Riant) Eh bien, bonne chance à vous !.. Pour la plupart, les chansons de la tournée n'ont pas encore été éditées sur CD ! Il n'y a donc pas encore de textes trouvables. Mais ils seront sur de futurs CDs.

N. : *Tu dis bien de futurs CDs, au pluriel ?..*

J. : Oui, tout à fait !

N. : *Voilà qui est une bonne nouvelle ! Ces chansons semblent, musicalement, s'orienter vers le blues. C'est une nouvelle direction ?*

J. : Oui, dans un sens. Le prochain album que nous sortirons a deux guitares, quelques claviers et des percussions. Pas de basse, pas de batterie. C'est un nouveau format musical.

N. : *Le rock, le blues, la musique "indienne" sont vos sources d'inspiration. En avez-vous d'autres ?*

J. : Je ne peux pas parler pour tout le groupe, mais je crois que le rock, le blues - en fait la musique électrique - a été une influence. Les chansons traditionnelles m'ont également beaucoup influencé, c'est pour ça que j'ai utilisé ces formes musicales pour faire des disques.

N. : *A propos de formes musicales, que penses-tu des musiciens indiens qui choisissent de ne*

s'exprimer que dans les formes traditionnelles et qui refusent le rock, disant qu'il s'agit d'une musique américaine ?

J. : Si c'est le cadre dans lequel ils se sentent le plus confortable, ils doivent le faire ainsi. C'est leur choix ! Je ne crois pas que qui que ce soit ait le droit de dire à un autre « tu peux seulement t'exprimer de cette façon ». Pour ma part, je n'ai ni le droit ni l'envie de leur dire ça.

N. : *Quels artistes, disques ou styles de musique écoutes-tu ?*

J. : (Riant) *Aerosmith* ! J'aime bien *Aerosmith*. Leurs textes sont parfois très bons. Ils ont fait une chanson qui s'appelle *Eat the rich* dont les paroles sont très intéressantes. Mais comme c'est un groupe "metal" les gens les regardent de haut. Ceux qui achètent leurs disques et les écoutent y entendent vraiment quelque chose. J'ai deux filles, de 13 et 11 ans, et elles aiment beaucoup *Aerosmith*. Elles m'ont fait écouter, et ça m'a plu. Mais, bien évidemment, il y a Bob Dylan, Jackson Browne, Kris Kristofferson, John Pryne, des gens comme Duane Eddy...

John Trudell au Printemps de Bourges, 1995



© Christine Nouven

N. : *Et ses guitares !.*

J. : Pour la musique j'aime plein de guitaristes différents, et pour les textes j'aime les auteurs-compositeurs-interprètes. Ceux qui racontent des histoires dans leurs chansons comme Dylan ou Kristofferson. Et John Lennon qui m'a beaucoup influencé.

N. : *A cause de sa manière d'aller au cœur des choses ?*

J. : Oui. J'aime beaucoup l'album qu'il a enregistré avec le *Plastic Ono Band* avec des titres comme *Mother, Believe, Working Class Hero*. Il n'a pas essayé de se cacher. Il y a une grande intégrité dans ce disque car c'est le seul où Lennon soit allé aussi loin...

N. : *Avez-vous beaucoup tourné aux USA ? Les scènes vous sont-elles ouvertes ?*

J. : On a tourné dans certaines régions, mais on n'a jamais encore eu la possibilité de faire de grandes tournées de plusieurs mois, ce qui ne me déplairait pas. Généralement, nos tournées durent de 10 jours à un mois maximum. Souvent dans des clubs, mais aussi dans des salles de concert ou des salles de communautés. Plein d'endroits !

N. : *Votre public est-il différent aux États-Unis et en Europe ?*

J. : Oui, ils parlent anglais ! (Rires). J'ai tendance à penser que le public est le même. C'est un public qui vient pour écouter.

N. : *Le prochain album sera-t-il plus orienté vers le blues ?*

J. Comme vous avez pu l'entendre à Paris, au *New Morning*, il y aura du blues. Le titre de l'album est *Blue Indians* (et j'aimerais bien qu'il sorte à l'automne). Il y aura toujours, plus ou moins, des influences blues dans nos disques. C'est une musique de perception.

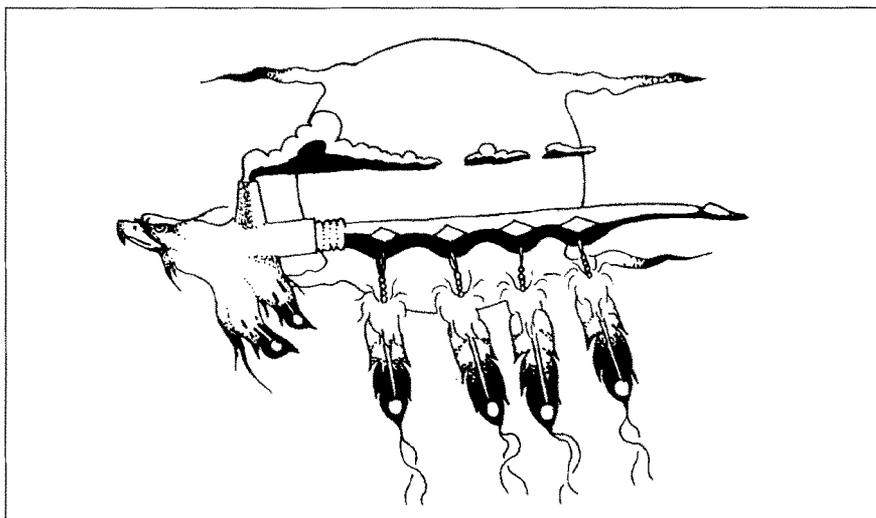
N. : *Le blues vient avant tout de racines noires...*

J. : Oui. C'est une musique venue de racines tribales. Si l'on écoute certaines de nos chansons traditionnelles, si l'on en perçoit le rythme et le tempo, cela pourrait aussi bien être du blues. C'est avant tout une émotion, un feeling. La musique noire est devenue le blues après que les Noirs aient été coupés de leurs racines tribales.

N. : *Comment tes chansons naissent-elles ? Tu écris les paroles en premier ?*

J. : Oui. Toujours. Je les donne ensuite à qui doit écrire la chanson et nous discutons de ce que j'appelle "the feel", la texture de la

choisi, et j'irai où elle me conduira. Si on me propose de participer à un film autrement qu'en étant acteur, ça m'intéresse beaucoup. Mais je n'ai pas d'intention précise. Si l'écriture m'amène à cette porte, je la franchirai.



chanson. Est-ce qu'on veut que ce soit plus ou moins blues, que ça ait l'esprit Al Green ou Jimi Hendrix ? C'est de cette discussion que naît la musique qui va avec les mots.

N. : *Tu n'es pas frustré de ne pas écrire la musique ?*

J. : Pas du tout. Surtout quand on monte sur scène, j'arrive juste avec les mains dans les poches et les mots dans la tête. Les musiciens doivent se préoccuper des guitares, des amplis... J'amène ce noyau d'énergie que sont les textes, ils amènent leurs capacités musicales, qui sont une autre sorte d'énergie. La fusion de ces deux énergies est retransmise vers l'extérieur. J'avais le choix, j'aurais pu apprendre la guitare et la musique, mais je suis trop paresseux et je ne suis pas un maniaque du contrôle ! Écrire me suffit. Chacun son mode d'expression.

N. : *Après Incident à Oglala et Cœur de Tonnerre, as-tu l'intention de refaire du cinéma ?*

J. : J'aimerais bien, mais la plupart des films qui sont réalisés ne me donnent pas envie d'y participer. J'ai refusé beaucoup de rôles depuis un an, car les scénarios n'avaient aucun sens pour moi.

N. : *Quand je t'ai demandé si tu souhaitais refaire du cinéma, je ne pensais pas nécessairement en tant qu'acteur...*

J. : Je n'ai pas d'intention précise en ce sens, mais je suis ouvert. L'écriture est ce que j'ai

N. : *As-tu des projets de livres ? N'est-ce pas difficile de publier de la poésie ?*

J. : J'ai publié un livre qui s'appelle *Stickman*. Il est sorti aux États-Unis et en Italie. Ce livre contient des textes, poèmes, paroles de chansons, photos. Aux États-Unis, en Europe, les éditeurs disent toujours que « la poésie ne se vend pas ». Et je leur réponds « Regardez pourtant où elles m'a mené... » On me disait aussi « Tu ne peux pas mélanger des textes parlés et de la musique »... Commercialement parlant, c'est une question de marketing. Si on fait de la promotion pour un livre de poésie, il sera vendu si le livre est bon. Ce que j'ai écrit a attiré l'attention des gens. Le travail d'un éditeur est de chercher à voir jusqu'où va cet intérêt. Les éditeurs me proposent : « Si tu écris autre chose, nous publierons ta poésie... » ce qui signifie clairement qu'il n'ont pas l'intention de vendre la poésie... Ma réponse est : « Si vous voulez vendre ce livre, vendez la poésie d'abord, et on verra ensuite. » C'est comme pour le cinéma. Le business ne voit pas nécessairement les choses comme je les vois. Et donc, on ne fait rien... Mais on verra bien ce qui se passera...

*Bourges, le 26.04.95
interview réalisée par Dee Brooks et Christine
Nouviau ; traduction : Dee Brooks*

Nous publierons dans notre prochain numéro un autoportrait de Quiltman, chanteur et percussionniste accompagnant John Trudell.

Peltier, 20 ans après...

Vingt années après la tragique fusillade ayant entraîné la mort de deux agents du FBI et d'un membre de l'American Indian Movement (AIM), un homme continue à payer, derrière les barreaux, pour un crime qu'il n'a pas commis. Aujourd'hui, à travers le monde entier, le combat continue pour obtenir justice en faveur de Leonard Peltier.

Le 26 juin dernier, vingt années, jour pour jour, après l'"incident" survenu à Oglala (voir *Nitassinan* n°32/33 et n°39) des milliers de personnes, dans les quatre directions, se sont organisées dans un effort concerté pour demander la libération de Leonard Peltier, le plus ancien prisonnier politique amérindien.

Aux États-Unis, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées au parc Lafayette près de la Maison Blanche, à Washington D.C. pour une journée de prières et de protestation contre l'emprisonnement de Peltier. Le lendemain, une conférence s'est tenue à l'*American University* où plusieurs personnalités ont pris la parole, dont le célèbre révérend Jesse Jackson. Marine, de *Nitassinan* a participé à cet événement en compagnie de Bruce Gurwitz, frère de Lew Gurwitz, l'un des avocats de Peltier décédé l'année dernière.

Mobilisation sur le "vieux continent"

L'Europe aussi s'est faite l'écho des cris de protestations contre l'incarcération de Peltier symbole de la résistance des Amérindiens contre la politique de génocide menée notamment aux États-Unis. La semaine précédant le 26 juin, des centaines de personnes ont entamé un jeûne à travers toute l'Europe en solidarité avec Leonard Peltier. Des rassemblements ont eu lieu devant les ambassades des USA dans plusieurs pays. Le plus important a eu lieu à Bruxelles, où l'association *Kola* a organisé pendant deux jours des veillées aux chandelles, des sit-in et une marche aux flambeaux jusqu'à l'ambassade.

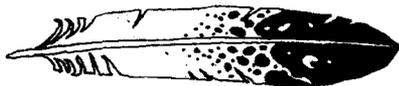
En Italie, plus de 150 personnes se sont mobilisées en un "jeûne pour la liberté", organisé localement par le groupe de soutien à Leonard Peltier- LPSG-Italie.

En Angleterre, Zoi Lightfoot du LPSG-Angleterre a sauté en parachute pour attirer l'attention des médias sur l'affaire.

En Autriche, un communiqué rédigé par Peltier de sa cellule et condamnant les assas-

sinats de jeunes gitans vraisemblablement perpétrés par des néo-nazis autrichiens, a été lu aux journalistes lors d'une conférence de presse.

En Allemagne, plusieurs partis politiques ont adressé des lettres officielles aux représentations américaines dans ce pays exprimant leur soutien à la demande de grâce présidentielle en faveur de Peltier.



Pour finir, en France, *Nitassinan CSIA* et Bobby Castillo, porte-parole international du *Leonard Peltier Defense Committee* ont participé à la "marche pour la défense des droits de l'Homme et pour le respect des droits des peuples autochtones" organisée par nos amis du Collectif Guatemala, au cours de laquelle des centaines de signatures d'élus et de particuliers ont été collectées dans les villes traversées en faveur de la libération de Peltier. La journée Peltier s'est déroulée le 21 juin à Fontenay-sous-Bois avec la projection du film *Incident à Oglala*. L'affaire Peltier a également été présentée au Festival de la jeunesse, du Val de Marne à Vitry. A cette occasion Bobby Castillo a pu rencontrer, grâce au travail de Caroline et Christine de *Nitassinan*, les membres du groupe aborigène d'Australie *Yothu Yindi* qui ont exprimé leur soutien à Leonard Peltier. Ce festival a permis d'autres rencontres intéressantes comme celle du célèbre chanteur de reggae jamaïcain, Linton Kwesi Johnson, qui milite depuis de nombreuses années contre les injustices frappant le peuple noir.

Le 26 juin parisien de Bobby Castillo

Dans la matinée, à l'initiative de *Nitassinan CSIA*, une délégation comprenant Bobby Castillo, Robert Pac (journaliste écrivain), Monsieur Hannah (délégué aux affaires

internationales de la mairie de Montreuil-sous-Bois) et un représentant de notre association a été reçue à l'ambassade des États-Unis par madame Cefskin, première secrétaire du bureau politique. Après un entretien fructueux, madame Cefskin s'est engagée à transmettre aux autorités compétentes à Washington tous les documents que nous lui avons remis. Elle a été très étonnée du nombre de signatures de représentants politiques français que notre association a pu recueillir, en partie grâce au travail de nos abonné(e)s.

Dans l'après-midi, *Nitassinan* a pu obtenir un rendez-vous, pour Bobby Castillo, au Ministère des Affaires Étrangères. Nous avons été cordialement reçus par monsieur Alain Girma, sous-directeur de la division Amérique du Nord. Cet entretien, qui a duré près d'une heure et demie, a permis de présenter minutieusement l'affaire Peltier au représentant du Quai d'Orsay qui a admis que cela ressemblait fortement à un cas de violation des droits de l'homme et qui s'est engagé à étudier le dossier et à en suivre les développements ultérieurs.

Bobby Castillo, avant de nous quitter pour se rendre à Big Mountain afin de participer à la Sun Dance, nous a félicités et chaleureusement remerciés pour tout le travail accompli par notre équipe. Il a une nouvelle fois renouvelé sa confiance en notre association et nous a demandé de continuer la coordination de la campagne Peltier en France et au niveau européen, dans le cadre de l'Alliance Européenne pour Leonard Peltier (EALP).

En avant pour l'unité vers la liberté...

Sylvain Duez-Alexandrini

Continuons la mobilisation !

Les échéances électorales pour le président Clinton approchent, c'est le moment d'intensifier les pressions. Continuez à faire signer la pétition pour la libération de L. Peltier et écrivez aux adresses suivantes :

- Président Bill Clinton, The White House,
1600 Pennsylvania Avenue, Washington D.C., 20500 USA
Tel : (202) 456 1111/Fax : (202) 456 24 60
- Ms Janet Reno, Attorney General,
10th & Constitution Avenue-NW,
Washington DC, 20530 USA
- Mme Pamela Harriman, Ambassadrice des États-Unis,
2 avenue Gabriel, 75008 Paris, Tel : (1) 42 96 12 02

Les peuples indigènes trahis par l'ONU

Au terme de huit années d'élaboration, le projet de Déclaration des droits des peuples indigènes vient d'être jeté au panier par la commission des droits de l'homme de l'ONU. Les peuples indigènes plaçaient dans ce texte encore imparfait l'espoir de voir leurs droits enfin considérés au sein des instances internationales. Kenneth Deer, représentant mohawk à l'ONU et rédacteur en chef de l'hebdomadaire The Eastern Door, évoque la naissance du projet, son laborieux parcours et dénonce l'attitude des gouvernements pour qui les droits de l'homme passent après les intérêts des États.

La Commission des droits de l'homme des Nations-Unies porte mal son nom : en dépit de son appellation, elle ne se soucie pas de droits de l'homme, mais de politique. Les droits de l'homme, c'est le droit pour un peuple de vivre en paix, selon sa culture, à l'abri des discriminations raciales, religieuses ou politiques. En tant qu'autorité mondiale suprême et symbole du degré le plus élevé de civilisation, les Nations-Unies devraient promouvoir la paix et la justice. Les peuples indigènes, les plus opprimés au monde, ont placé en elles leurs espoirs.

Les 250 représentants indigènes qui ont pénétré aux Nations-Unies en 1977 ont convaincu celles-ci que les droits de leurs peuples étaient fondamentalement différents des droits des minorités. En 1982, l'ONU crée le Groupe de Travail sur les Populations Indigènes pour étudier le problème et émettre des recommandations. Le Groupe de Travail est contacté par des peuples indigènes du monde entier, les réunions prennent de plus en plus d'ampleur au fil des ans, grâce à la participation d'un nombre accru de peuples indigènes, d'ONG et de gouvernements. En 1994, on enregistre plus de 700 inscriptions. Le groupe de travail devient la réunion de l'ONU la plus fréquentée à Genève, après la Commission des droits de l'homme.

Un outil indispensable

En 1987, le Groupe de Travail entreprend d'élaborer un projet de Déclaration sur les droits des peuples indigènes visant à protéger ces peuples du génocide et de l'exploitation. Le Groupe de Travail a admis l'urgence nécessaire de disposer d'un tel outil international. Les propositions affluent, les peuples indigènes et les gouvernements prennent place à la même table et débattent

de questions juridiques très pointues. L'élaboration de ce texte nécessitera huit années, des milliers d'heures de travail et des millions de dollars. Elle exigera beaucoup de sacrifices de la part des peuples indigènes, alors que les gouvernements disposent de juristes et que leurs frais sont pris en charge. Un projet de Déclaration finit par voir le jour. Il n'est pas parfait, les peuples indigènes estimant qu'il n'est pas assez ferme. Cinq experts, présidés par Madame Daes, prennent la décision finale et émettent un texte susceptible selon eux d'être adopté par les Nations-Unies.

Camouflet pour les peuples indigènes

Ils étaient nombreux à prévoir, avec raison, les attaques dont le texte allait faire l'objet dans les instances supérieures des Nations-Unies. Dans sa résolution, la commission des droits de l'homme n'exige pas la prise en compte des huit années de travaux. La commission chargera donc son propre groupe de travail (1) d'élaborer un nouveau projet de Déclaration. C'est une gifle assénée aux peuples indigènes du monde entier. Les 45 points du projet existant avaient été les enjeux de durs combats.

En huit ans, les peuples indigènes avaient réussi à faire évoluer les quelques articles originels sur les droits culturels jusqu'à intégrer le droit à l'autodétermination. À l'aide de discours éloquentes et de raisonnements irréfutables, ils ont convaincu les experts que nous possédions ce droit. Si les décisions concernant les droits humains étaient prises par des experts en ce domaine, le monde irait bien. À l'ONU cependant, les intérêts des États-Nations priment sur les droits de l'homme.

La Commission des droits de l'homme n'est pas composée d'experts, mais de diplomates qui défendent les positions de leur gouver-

nement : le Brésil refuse de reconnaître le droit des peuples indigènes à l'autodétermination et ne veut même pas entendre parler d'autonomie. Le Bangladesh ne reconnaît pas l'existence de peuples indigènes sur son territoire et interdit par conséquent au peuple *Hill Tract* (2) d'assister aux réunions indigènes.

L'attitude de ces pays ne surprend personne. Qu'on ait laissé ces pays, aux performances peu glorieuses en matière de droits de l'homme, influencer sur une résolution rédigée par les États-Unis et soutenue par le Canada, l'Australie et la Finlande est plus étonnant. Le Canada aurait pu imposer une motion sur tous les amendements réclamés par ces pays mais il a cédé, au contraire, pour permettre à la résolution d'être adoptée par acclamation. Le Canada, les États-Unis et leurs alliés auraient pu faire passer un texte bien plus favorable, ils ne l'ont pas fait. Leur but inavoué est de vider la résolution de son contenu et en faire porter la responsabilité aux pays réfractaires.

Nous subissons les conséquences de cela à Kahnawake (3). Nous avons, à l'occasion du débat sur l'indépendance du Québec, revendiqué notre droit à l'autodétermination et nous nous sommes appuyés sur le projet de Déclaration pour faire valoir que le soutien à notre cause prenait une ampleur internationale. La mise à l'écart du projet fait le jeu des nationalistes québécois qui nous dénie ce droit. Merci, Canada !

Article de Kenneth Deer paru dans The Eastern Door du 17/03/95

Traduction : Barbara Pagel

1. Seuls pourront y participer les gouvernements et les organisations indigènes, peu nombreuses, possédant le statut consultatif à l'ONU.

2. Peuple des Collines du Chittagong

3. Réserve mohawk située au sud de Montréal (voir Nitassinan n° 36)

BULLETIN D'ABONNEMENT

NITASSINAN revue trimestrielle d'informations sur les nations amérindiennes

NOM - Prénom :

Adresse :

Code : Ville :

Je m'abonne / ré-abonne pour 160 F (220 F hors Europe) aux 6 n° suivants :

Abonnement de soutien : à partir de 250 F pour 6 n°

Commande..... dossiers simples n° à 30 F = F
dossiers doubles n° à 50 F = F

N.B. Pour les envois de revues hors abonnement, les frais de port sont de 16 F pour les numéros doubles et de 7 F pour les numéros simples.

..... livres **Ike Mun Anam** à 70 F = F livres **Contes Iroquois** à 80 F = F

..... pins **Nitassinan 92** à 40 F = F

J'adresse un chèque de F libellé à l'ordre de "NITASSINAN-CSIA", adressé à :
NITASSINAN - CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05 France

NITASSINAN : revues disponibles à partir du n°15.

- n°15 MAPUCHE (Chili)
- n°16/17 FEMMES INDIENNES (Amérique du Nord)
- n°18 COLOMBIE INDIENNE (Colombie)
- n°19 SHOSHONE (USA)
- n°20/21 CHEROKEE (USA)
- n°22 KUNA / TARAHUMARA (Panama - Mexique)
- n°23/24 HURONS / ABENAKI (Nord Est Canada)
- n°25/26 CRI / MOHAWK (Nord Est Canada)
- n°27/28 ATTIKAMEKW / OJIBWA (Nord Est Canada)
- n°29 YUP'IT / INUPIAT (Alaska - Nord Sibérie)
- n°30 92, QUELLE "DÉCOUVERTE" ? (général)
- n°31 LIL'WAT, GWICH'IN, RIGOBERTA "NOBEL" ? ETC.
- n°32/33 MAKUXI, LÉONARD PELTIER, KANAKS, ETC.
- n°34 RIGOBERTA MENCHU, CPR, ... (Guatemala)
- n°35 APACHES : LA LUTTE POUR LE MONT GRAHAM (USA)
- n°36 CANADA : LES NATIONS INDIENNES CONTRE L'URANIUM
- n°37 ; TIERRA Y LIBERTAD ! LA RÉVOLTE MAYA DU CHIAPAS (Mexique)
- n°38 LA DÉFORESTATION EN TERRE INDIENNE. (Général)
- n°39 LES PRISONNIERS DU REVE AMÉRICAIN (prisonniers aux USA)
- n°40 LES GARDIENNES DE L'AVENIR (femmes amérindiennes)

Tarifs : dossier simple 30 F - dossier double 50 F.

NOTRE PINS : "Nitassinan 92" 40 F port compris

NOS LIVRES : IKE MUN ANAM, *Il était une fois, la Dernière Frontière en Guyane*, d'Eric NAVET, une analyse et un constat sur la situation de "nos" (!) Indiens (70 F, port compris)

CONTES IROQUOIS, traduction intégrale d'un livre d'Akwesasne Notes illustrées de pictogrammes originaux (80F port compris)

Collectionnez
les anciens
numéros

Choisissez

8 numéros

parmi les n° 19 à 32/33
pour seulement

180 francs
port compris

1 n° double = 2 numéros

Notre adresse / Our address
Nuestra dirección

Nitassinan C.S.I.A.
BP 317

F - 75229 Paris Cedex 05

